

LA CHINE HORS LES MURS

LETTRE D'INFORMATION BIMESTRIELLE



SOMMAIRE

Éditorial , par Paul Clerc-Renaud.....	2
La Chine et les changements en cours au Moyen-Orient , par Daniel Haber.....	6
Visite d'État de Xi Jinping aux États-Unis : paillettes et miettes ? , par Pierre Clerc-Renaud.....	10
Armement chinois : les ambitions de Pékin à l'export , par Emmanuel Véron.....	11
· China Electronics Technology Group (CETC) , par Emmanuel Véron.....	15
· China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) , par Comité France Chine.....	21
26 ans d'ouverture, 13 ans de BRI, Le mandarin et la géopolitique commerciale mondiale (4)	24
La Chine met le cap à l'Est , par Christophe Granier et Emmanuel Véron.....	26
· La présence chinoise en Polynésie française , entretien avec Marc Collins Chen.....	38
· En Nouvelle-Calédonie, l'influence chinoise passe par le nickel , par René Rebatel.....	41
La Beauté en Chine : un changement de paradigme , par M. H. Prévot et D. Chicheportiche.....	43
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par Comité France Chine.....	49
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Gaëlle Picut.....	51

CONTACT :

chinehorslesmurs@lescce.org

ÉDITORIAL

par Paul Clerc-Renaud, CCE PACAC

La sinologie est en deuil



Jacques Gravereau (debout, à gauche), fondateur d'HEC Eurasia Institute

Ami de plus de 50 ans, fin pédagogue et connaisseur de la Chine et partenaire de nombreuses conférences et publications, **Jacques Gravereau** nous a quittés en juillet (lire p.5).

A quelques jours d'écart disparaissait aussi le professeur **Wang Gungwu**, l'un des plus brillants historiens et géopolitologues chinois, spécialiste de l'histoire de la diaspora et de l'évolution politique et diplomatique chinoise récente. Il partageait volontiers ses vues toujours pertinentes avec la communauté d'affaires française à Hong Kong lorsqu'il était Président de Hong Kong University.

La disparition de **Zhu Rongji** nous a également ramenés à l'époque où, accueillant une mission de la Chambre de Hong Kong à Shanghai, il expliquait, devant notre étonnement au vu des plans ambitieux pour Pudong, que lorsque l'on habille un ado on prend quelques tailles plus grandes pour anticiper sa croissance.

Le tourbillon diplomatique de Xi Jinping

Après avoir animé la retraite annuelle de **Beidaihe** consacrée à la préparation du 5e plenum d'octobre et aux premières préparations du renouvellement des élites qui devrait marquer le 21e congrès du PCC en 2027, le Président Xi a déroulé un intense agenda diplomatique pour la fin de l'année :

- **Sommet et 25e anniversaire du SCO à Bichkek le 1er septembre** : au cours duquel il a annoncé 10GW supplémentaires de projets solaires et éoliens, la création d'un centre de coordination international sur l'I.A. et le renforcement de la coopération sécuritaire visant prioritairement à empêcher toute interférence extérieure dans les affaires intérieures des pays membres menaçant leur stabilité politique.
- **Visite d'Etat en Egypte le 2 septembre** à l'occasion des exercices militaires conjoints *Eagles of Civilisation* et du lancement de la troisième phase du parc industriel conjoint TEDA dans la zone économique du Canal de Suez à Ain Sokhna dont la part chinoise cumulée atteint 4 Mds USD hébergeant 200 entreprises et employant 10.000 personnes. Il a également proposé un plan en quatre points pour la stabilité de la région et s'est réjoui de la signature du Pacte de défense trilatéral (Arabie, Pakistan, Turquie) de la Mecque le 7 août. Lors de la visite à Pékin du ministre iranien des Affaires Etrangères, Wang Yi a insisté sur l'urgence d'un retour aux négociations et à la réouverture des voies de transport maritime afin d'assurer la stabilité des chaînes d'approvisionnement. **Daniel Haber** nous livre ci-dessous sa lecture de la position chinoise dans le contexte évolutif de la géostratégie moyen-orientale.
- **Au sommet des BRICS à New Delhi les 12 et 13 septembre**, le communiqué commun unanime insiste sur l'expansion des relations commerciales entre les 11 membres qui représentent près de la moitié de la population et le tiers du PNB mondiaux. Un groupe de travail va accélérer la mise en place de systèmes de paiements en monnaies locales sans toutefois que soit évoqué à nouveau le projet d'une monnaie commune. Dans le domaine digital, la Chine a offert de partager une zone open source pour l'I.A. Les BRICS+ sont invités à rejoindre la *World A.I. Cooperation Organisation* (WAICO), concurrente de l'initiative *Pax Silica* américaine.

ÉDITORIAL (SUITE)

Une plateforme cloud sera mise en place et la Chine, qui prend la présidence des BRICS en 2027, partagera ses avancées sur l'industrie intelligente et aidera à la formation des ingénieurs et chercheurs dans les technologies de pointe. Elle organisera en 2027 un Forum sur le développement des services et des investissements.

- **Rencontre à Washington avec le Président Trump le 24 septembre** dont **Pierre Clerc-Renaud** et nos collègues de Washington partagent avec nous les échos.

Xi aura deux autres occasions de retrouver Trump après les Midterms :

- **Sommet de l'APEC à Shenzhen en novembre** avec une possible réunion tripartite avec Poutine.
- **Sommet du G20 à Miami en décembre** : Il devrait être intéressant de voir si l'isolement de la Chine perdure, il s'est manifesté lors du G20 financier du 1er septembre par le refus de cette dernière de signer le communiqué approuvé par les 19 autres membres, en raison des critiques des politiques contraires à *l'économie de marché* et des *surplus commerciaux excessifs* et persistants de certains acteurs.

Le thème principal, encore une fois récurrent lors de ces rencontres, est celui du **Monde multipolaire équitable et ordonné** : **píng děng yǒu xù de shì jiè duō jí huà 平等有序的世界多极化** 的拼音是 et de la destinée commune pour l'humanité rappelant le concept ancestral de **Tianxia**. Ce principe, qui s'oppose à l'hégémonie et aux politiques de blocs, est décliné dans toutes les dimensions : technologiques, géostratégiques, commerciales... L'accent est encore mis sur les priorités du 15e plan que sont l'éducation, la science, la technologie, le développement des talents, l'autonomie et le leadership technologique. Trois déclinaisons du plan ont été publiées en août couvrant le secteur de l'énergie (électricité, charbon et hydrocarbures) et une autre en septembre concernant les objectifs de déploiement de l'I.A, et des capacités de calcul intelligent, priorité stratégique trans-sectorielle.

La Chine hors les murs du son !

La tournée de XJP a été l'occasion de promouvoir les avions militaires chinois et de les mesurer de plus près aux Rafales de l'aviation égyptienne lors des exercices conjoints. La Chine avait démontré à cette occasion ses possibilités de projection lointaine, ayant aligné un escadron de chasseurs J-16 ravitaillés en vol par des YU-20 (lesquels ont également ravitaillé des Rafales). Des contrats sont en cours de finalisation pour des commandes de J-10CE par l'Ouzbékistan et le Bangladesh et, peut-être, l'Egypte sur les traces du Pakistan. Les équipes du Shenyang Aircraft Design Institute travaillent par ailleurs sur les projets d'avions de combat furtifs J-36 et J-50 de 6e génération intégrant toutes les nouvelles technologies d'I.A. et de navigation quantique.

Les exportations d'appareils militaires sont en pleine expansion, de même que **l'ensemble des armements** dont **Emmanuel Véron** dresse le tableau dans l'article ci-dessous et dans l'encadré sur le conglomérat **CETC**.

Le **Comité France Chine** nous fournit par ailleurs un zoom sur **CASC**, l'autre acteur principal du nouveau paradigme militaire.

Rivalités dans le Pacifique

Christophe Granier et **Emmanuel Véron** nous livrent le quatrième chapitre de leur bilan d'étape des réalisations chinoises dans le cadre de la **BRI**. Ils examinent ci-dessous les rivalités de plus en plus visibles entre les différents acteurs régionaux et globaux qui cultivent leurs zones d'influence dans ce **Pacifique** pas toujours bien nommé.

Deux événements ont fait apparaître les dissensions :

ÉDITORIAL (SUITE)

- **La 55e réunion des dirigeants du Pacific Island Forum (P.I.F.)**, regroupant 18 pays ainsi que les territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, avait lieu le 30 août à Palau, l'un des trois pays de la zone reconnaissant encore Taïwan. La présence du ministre des Affaires étrangères de Taïwan a provoqué l'ire de la délégation chinoise et le boycott de plusieurs membres.
- **L'échec du deuxième cycle de négociations entre la France et le Vanuatu** qui conteste l'appartenance à la France des îlots Matthews et Hunter au Nord de la Nouvelle-Calédonie complique encore la position de la France au sein de la région, d'autant que Vanuatu fait partie de l'accord de défense et de sécurité offert par l'Australie aux partenaires de la région qui le souhaitent.

Dans le même temps les Etats-Unis ont signé un MOU avec les îles Cook concernant l'exploitation de leurs fonds marins.

Marc Collins Chen (Polynésie) et **René Rebatel** (Nouvelle-Calédonie) ont apporté leur témoignage de terrain pour éclairer l'évolution de la présence chinoise dans ces espaces hautement stratégiques pour la France.

Mise en beauté aux caractéristiques chinoises : C-Beauty

L'influence de la Chine se fait de plus en plus sentir dans le secteur de la beauté et des cosmétiques. Nos fleurons nationaux ont donc dû s'adapter au changement de paradigme que décrivent pour nous avec leur longue expérience **Marie-Hélène Prevost** et **Delphine Chicheportiche** sur le marché stratégique qu'est la Chine et sur le marché global où plus de 50 marques chinoises sont déjà actives et ont réalisé, selon les données des douanes chinoises rapportées par statista.com, 7,82 Mds USD d'exportations de cosmétiques en 2025 (+9.2% sur 2024). Ce chiffre, rapporté au marché global hors Chine des cosmétiques de 5593 MdUSD (selon Euromonitor retail global) ne représente encore que 0.14% de part de marché mais devrait croître rapidement.

Enfin nos partenaires du **Comité France Chine** étendent le périmètre de leurs brèves consacrées aux relations franco-chinoises à la dimension institutionnelle des relations entre l'Union européenne et la Chine qui traversent une zone de turbulences.



Jacques Gravereau nous a quittés le 28 juillet. Il luttait depuis plusieurs années déjà contre la maladie avec son esprit positif et un caractère combatif hérité de sa culture asiatique. Fondateur et président d'honneur de HEC Eurasia Institute, Jacques a toujours orienté ses réflexions et ses études vers le lointain Orient. Auteur d'ouvrages de référence sur le Japon, la Chine, Taïwan et le Cambodge, docteur en sciences économiques, il dispensait des cours appréciés dans les universités françaises et asiatiques.

Conseiller du Commerce Extérieur de la France de longue date, Jacques s'est bien entendu intéressé à « la Chine hors les murs » dès son lancement en 2013 et a participé à la mise en place et au dépouillement des enquêtes effectuées à l'occasion des séminaires organisés sur le thème des Nouvelles Routes de la Soie. Contributeur apprécié de notre lettre périodique, Jacques a rédigé sept articles de fond parus depuis 2018. Ces articles sont indiqués ci-dessous.

Son esprit vif et sa plume alerte, parfois acerbé, vont beaucoup nous manquer. Toute l'équipe de La Chine hors les murs présente à sa famille et à ses proches ses condoléances attristées.

Ses contributions à la *Chine hors les murs*

Les leaders de la nouvelle ère de Xi Jinping	22	mars 2018
Explosion de la dette : déroutes de la soie ?	26	nov-18
Guerre commerciale : le tango de Trump	30	juil-19
Enquête : les CCE et la BRI	33	janv-20
La BRI vue du Cambodge	35	mai 2020
Et si la Chine n'était pas entrée dans l'OMC ?	46	janv-22
Chine-Cambodge : le cœur n'y est plus	65	sept-25



Depuis le 7 Octobre 2023, les équilibres stratégiques du Moyen-Orient sont bousculés.

Le conflit principal est entre l'Iran (avec ses « proxies ») et Israël, avec les Etats-Unis d'abord aux côtés d'Israël puis seuls, à partir du 28 février 2026, face à la République islamique.

Loin du théâtre de ce conflit, la Chine est pourtant très concernée, ses intérêts économiques étant les plus importants de la région. Son ombre géopolitique plane depuis le début du conflit.

La première question qui est posée est : la Chine peut-elle, et veut-elle, profiter de ce nouveau contexte pour accroître sa position géopolitique régionale ?

La deuxième question, liée à la précédente, est : le conflit engagé avec l'Iran peut-il être l'occasion d'une évolution positive dans la confrontation Etats-Unis-Chine ?

1. La Chine, partie prenante des équilibres du Moyen-Orient.

Beaucoup de commentateurs ont proposé l'idée que la Chine était, sans doute, le seul réel vainqueur de l'épisode conflictuel engagé par les Etats-Unis et Israël le 28 février dernier, contre l'Iran.

Ce sentiment provient de l'attitude prudente de la politique chinoise.

Alors qu'elle est résolument engagée, « aux côtés de la Russie et de l'Iran », dans les deux conflits majeurs en cours, la Chine évite d'apparaître comme un cobelligérant.

Elle entend promouvoir l'image de l'« adulte dans la salle », proposant des solutions d'apaisement.

Mais au-delà de cette image, destinée au Sud Global dont la Chine souhaite être le leader naturel, la Chine mène une stratégie d'entrée dans la géopolitique du Moyen-Orient.

Rappelons que, dans le cadre du projet phare de Xi Jinping, l'Initiative Ceinture et Route (les Nouvelles Routes de la Soie), le Moyen-Orient en est, par sa géographie, son histoire et sa civilisation, un élément essentiel, sinon central.

Depuis l'entrée de la Chine dans l'« économie socialiste aux couleurs de la Chine », le besoin en pétrole et en gaz est une véritable obsession des autorités chinoises : il faut alimenter l'usine du monde et cela fait de la Chine le premier acheteur mondial d'hydrocarbures dans le monde et, surtout, au Moyen-Orient.

Cette situation d'acheteur dominant lui permet de fournir, en échange (sous forme de compensation financière organisée pour limiter l'utilisation du dollar) les biens de consommation, d'équipements et d'infrastructures de la région.

Ceci a été consolidé par des accords à long terme, pompeusement qualifiés d'« Accords globaux stratégiques », avec tous les Etats de la région, y compris Israël.

La reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, en 2023, soldant l'impasse de leur guerre, par milices interposées, au Yémen, a fait de la Chine, pour la première fois, l'honnête courtier d'un rapprochement entre deux Etats importants pour la Chine. Celle-ci avait ainsi trouvé le moyen de rester « l'amie de tous ».

Le conflit avec l'Iran, commencé, en réalité, par le massacre perpétré par le Hamas, le 7 octobre 2023 (même s'il était revendiqué au nom de la cause palestinienne), a été l'occasion pour la Chine de renouveler son engagement auprès de l'Iran par des fournitures d'éléments essentiels à l'envoi de ses missiles et de services de renseignements (géolocalisation par satellite), voire d'armements.

Une seconde phase de ce conflit a été initiée par les Etats-Unis, le 8 février 2026. Il a pris la voie, dès le 8 avril, de la négociation. Un cessez-le-feu, renouvelé, interrompu, fragile, ambigu aura marqué le profil de cette nouvelle phase de la guerre qui n'a duré que 38 jours, mais qui a causé des dégâts matériels considérables.

En réponse au « filtrage » imposé par l'Iran sur les passages de navires marchands par le détroit d'Ormuz, les Américains ont pris l'initiative, inattendue, de bloquer le détroit pour tous... et donc, surtout, pour l'Iran : ils ont pris en otages ... les preneurs d'otages. La Chine fut, dès lors, directement concernée, elle qui achète plus de 90% du pétrole iranien.

Entre le 8 avril et le 17 juin, date de la signature du Memorandum of Understanding d'Islamabad, la Chine s'est donc employée, discrètement, à favoriser une solution, avant tout pour éviter une crise économique mondiale, inévitable en cas de prolongation de la fermeture du détroit d'Ormuz.

Le rôle du Pakistan comme principal négociateur est le signe clair que la Chine est bien derrière cette intermédiation qui conduisit au Memorandum Of Understanding, une forme d'accord mise au point en Occident mais que la Chine utilise à profusion.

Cette approche est caractéristique de la politique extérieure chinoise : tenir ses engagements auprès de ses partenaires, ne pas exercer de pression directe sur eux, même si ce partenaire prend une initiative qu'elle réproouve (ce qui est le cas avec la fermeture des détroits, celui d'Ormuz, puis celui de Bab Al Mandab), mais ne pas apparaître comme partie active d'un conflit. Au contraire, faire en sorte de jouer un rôle responsable pour apaiser les crises et servir les intérêts des pays du Sud Global, toujours les premières victimes des crises mondiales.

En attendant la Chine laisse les Etats-Unis au premier rang, user ses ressources et son image. La limite, pour la Chine, est l'impact sur son économie d'une prolongation des blocages. Le temps est donc un élément-clé de la position chinoise. Les élections du 3 Novembre aux Etats-Unis, et leur résultat, seront, sans doute, le point de départ d'initiatives nécessaires.

2. Le conflit engagé contre l'Iran, peut-il être l'occasion d'une évolution positive dans la confrontation Etats-Unis-Chine ?

Depuis le « pivot » d'Obama en 2011, suivi par l'arrivée au pouvoir, l'année suivante, de Xi Jinping, l'ordre mondial a trouvé son nouveau profil : après la guerre froide soviéto-américaine qui a marqué 40 ans de notre vie géopolitique (1949- 1989) et après 20 ans de domination solitaire des Etats-Unis, consacrée pour l'essentiel, à mener la « guerre contre la terreur », le monde est, à nouveau, structuré autour de deux hyperpuissances antagonistes, la Chine et les Etats-Unis.

Cette confrontation a été décidée par les Américains dans une vision d'inéluctabilité de l'affrontement de puissances en évolution : le fameux « Piège de Thucydide ». Mais la Chine fait mine de ne pas le comprendre et se réfère aux analyses de géopoliticiens modernes, tel Henri Kissinger, pour proposer une coévolution, voire une co-gouvernance mondiale.



20 % du pétrole mondial et une part majeure du gaz naturel transitent habituellement par le détroit d'Ormuz. © iStock

Les successeurs d'Obama, Biden et Trump, ont choisi d'inscrire leur politique extérieure dans ses pas, avec, chez Biden, un supplément de tension créé par une référence constante aux atteintes, par la Chine, aux droits de l'homme, et, chez Trump, par le dessein de corriger la « déloyauté commerciale », notamment de la Chine, en déclenchant une guerre des tarifs dont il a le secret.

Or ce pivot et cette confrontation semblent avoir favorisé le déclenchement de conflits sérieux et durables, précisément dans les régions délaissées par le pivot américain : l'Europe et le Moyen-Orient.

La succession des agressions russe (février 2022) puis iranienne (à travers ses « proxies »), ont amené la Chine à se rapprocher encore davantage de la Russie et de l'Iran, créant l'impression d'un partenariat des trois puissances hostiles à l'Occident, une initiative de taille qui approfondit la coupure du monde.

Les rencontres régulières, mais espacées, de Xi et des Présidents américains ont, à chaque fois, montré la volonté commune de « borner » cette confrontation, de ne pas la laisser déborder d'un cadre qui empêche et la guerre chaude (à propos de Taïwan) et la guerre froide, désignée aujourd'hui par l'expression de « découplage ».

On se contente d'organiser au mieux la concurrence et de revenir en arrière sur l'idée de l'interdépendance économique comme source de paix, issue de l'époque de la « globalisation heureuse », fondée sur les gains procurés par la spécialisation internationale : désormais, ce qui est recherché stratégiquement est l'évitement des dépendances, jugées dangereuses et justifiant d'accepter des coûts plus élevés.

Le conflit dans le golfe Persique a repris le 28 février par l'attaque conjointe israélo-américaine. Cette nouvelle phase d'un conflit majeur avec l'Iran, initié par ce dernier le 7 octobre 2023, a été très vite centrée sur un théâtre bien précis de la région, le détroit d'Ormuz.

Le « filtrage » par les Iraniens s'est transformé, par le blocus américain, en une fermeture totale du détroit.

L'économie mondiale est immédiatement mise en danger et la Chine est en tête des pays impactés.

Planifiée depuis longtemps, la rencontre de la mi-mai, à Beijing, des Présidents Xi et Trump a été, dès lors, l'occasion d'une concertation portant sur la nécessité de mettre fin au blocus et de rétablir le principe de la liberté de navigation partout et toujours, principe essentiel à la Chine, première nation commerçante du monde.

Le Mémorandum of Understanding du 17 juin en a été le résultat : les Américains ont accepté le principe de « payer une rançon » à l'Iran pour la libération du détroit, acceptant ainsi une défaite diplomatique relative.

Les Iraniens n'ont pas concrétisé cette victoire, espérant, dans leur hubris, obtenir encore davantage. Au contraire, ils ont doublé la mise en s'en prenant au détroit de Bab Al Mandab.

L'intérêt commun des deux hyperpuissances à l'ouverture de tous les détroits ainsi qu'à un approvisionnement solide en pétrole et en gaz, est une nouveauté dans la relation des deux pays et la source d'une coopération possible, dans une région dont elles sont à la fois éloignées géographiquement mais qui est essentielle à leurs projets politiques et économiques.

Le Moyen-Orient pourrait ainsi devenir un lieu de coopération concrète, préfigurant une modalité différente de leur relation : de la confrontation dictée par la peur de l'autre, on se dirigerait vers une cogestion de questions concrètes qui se posent à l'humanité toute entière : le changement climatique, la santé, la sauvegarde de la biodiversité, l'IA, bref tout ce qui menace une planète qui est l'habitation partagée de tous les peuples.

La Chine hésite à s'engager dans cette voie au Moyen-Orient, faute d'expérience dans la région et de peur de se couper de ce Sud Global qui est son arrière-cour et son bataillon de réserve dans sa politique d'influence, surtout aux Nations-Unies qu'elle contrôle par le biais de cette puissante majorité à l'Assemblée Générale.

Elle résiste aussi aux appels des Occidentaux qui l'engagent à « contenir » l'agressivité de l'Iran. Pourquoi le ferait-elle à l'égard d'un partenaire majeur et ancien dont elle partage la résistance à « l'hégémonie occidentale » ?

Son équation stratégique n'est pas simple : elle se veut « l'amie de tous » alors que les divisions s'aggravent entre l'Iran et les pays arabes.

Comment rester le partenaire économique majeur de tous ces pays qui sont en rivalité d'influence, de ces peuples si différents, turcs, perses et arabes, qu'une même religion sépare autant qu'elle les unit.

La Chine fait le dur apprentissage d'une région compliquée qui ne se gère pas avec des idées simples.

VISITE D'ÉTAT DE XI JINPING AUX ÉTATS-UNIS : PAILLETLES ET MIETTES ?

PAR PIERRE CLERC-RENAUD, CCE WASHINGTON



La visite d'Etat de Xi Jinping aux États-Unis, du 23 au 25 septembre 2026, s'est déroulée dans un contexte où Donald Trump est affaibli alors que la position de Xi Jinping est confortée en Chine et par sa récente tournée diplomatique internationale.

La rencontre a été riche en fastes, en belles paroles et en promesses, mais relativement faible en substance.

© iStock

Pourtant Donald Trump avait sorti le grand jeu en accueillant Xi Jinping au pied de son avion alors que Donald Trump n'avait été accueilli à Pékin que par le Vice-Président Han Zheng, huitième dans la hiérarchie du parti. Le seul autre dirigeant étranger à avoir bénéficié de cet honneur a été Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec Donald Trump en Alaska. Dans les deux cas, l'offensive de charme n'a guère produit de résultats.

Les retombées concrètes sont faibles : extension de la trêve commerciale de Busan de deux mois seulement et prêt de deux pandas au zoo d'Atlanta.

Les échanges de bonne volonté et de promesses ont été plus nombreux :

- **Intention de baisser les droits de douane portant sur 30 milliards d'USD dans chaque sens pour des produits non critiques.** Cela ne représente que 9% des exportations chinoises en 2025, en ciblant des articles de consommation courante pouvant avoir un effet mineur sur les hausses de prix subies par le consommateur américain.
- **Promesse chinoise d'acheter 10 millions de tonnes de charbon américain par an en 2027 et 2028.**
- **Institution d'un cadre de dialogue dans trois domaines** : les échanges commerciaux, les investissements et les risques de l'IA.

Les espoirs américains sur les questions commerciales critiques telles que le passage de gros contrats d'achat de produits agricoles, notamment de soja, et d'avions Boeing, ainsi que des avancées sur les exportations chinoises de terres rares, jugées insuffisantes depuis le sommet de Pékin, devront attendre.

Sur le plan politique, les pressions américaines pour un soutien de la Chine sur l'Iran et le soutien de Taiwan par les États-Unis ont été mentionnés, sans véritable progrès non plus. Donald Trump aurait dû réaffirmer la position traditionnelle des États-Unis sur Taiwan et Xi Jinping aurait souhaité une déclaration explicite des E.U. marquant l'opposition à l'indépendance de l'île, ce qui n'a pas été le cas, laissant soupçonner un accord de fourniture de terres rares contre l'affaiblissement progressif du soutien à Taiwan (au minimum un report des livraisons d'armes à défaut d'un lâchage complet). La principale retombée aura été l'affirmation d'une relation bilatérale équilibrée, fondée sur la bonne entente entre les deux dirigeants, le respect et la réciprocité. La formulation qui ressort le plus nettement des communiqués diplomatiques chinois et américains après la rencontre de deux chefs d'Etat, est celle d'une « relation constructive de stabilité stratégique », fondée sur « le respect, l'équité et la réciprocité ».

Cet échange de visites aura essentiellement permis à Xi Jinping de mettre la Chine sur un pied d'égalité avec l'Amérique sur la scène internationale et de gagner du temps face aux pressions américaines. Reste à voir si les deux prochaines rencontres dont ils sont convenus à l'occasion de l'APEC en Chine en novembre et du sommet du G20 à Miami en décembre qui ont été confirmées permettront des avancées réelles.



Le J-10, avion de combat chinois multirôle monomoteur de quatrième génération. © iStock

En deux décennies, la Chine est devenue un acteur majeur du marché mondial de la défense. Soutenue par une stratégie de fusion civilo-militaire, sa base industrielle et technologique de défense (BITD) s'est hissée au deuxième rang mondial. Initialement tournée vers la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), l'industrie chinoise mise désormais sur des technologies de pointe — drones, missiles, aéronautique, naval — et sur des prix compétitifs. Ses exportations, concentrées en Asie et en Afrique, constituent également un instrument d'influence diplomatique.

Une BITD au service des priorités du Parti-État

À la création de la République populaire de Chine en 1949, l'APL dépend largement de matériels capturés ou fournis par l'Union soviétique. Le traité d'assistance mutuelle de 1950 entraîne un transfert massif de technologies et d'armes. La rupture sino-soviétique de 1959-1960 constitue un premier tournant : le retrait des ingénieurs soviétiques révèle la vulnérabilité due à une dépendance technologique excessive. Sous Mao, la doctrine de la « guerre populaire » privilégie la masse et l'autosuffisance, mais Pékin investit parallèlement dans le programme stratégique des « Deux bombes, un satellite » : premier essai nucléaire en 1964, bombe H en 1967 et lancement du satellite Dong Fang Hong I en 1970. Cette période établit un principe durable : **l'autonomie stratégique doit reposer sur la maîtrise nationale des technologies clés.**

À la fin des années 1970, Deng Xiaoping réoriente les priorités avec les « Quatre Modernisations ». La défense passe au quatrième rang et les budgets militaires sont temporairement contraints. Le complexe militaro-industriel reçoit pour mission de financer sa modernisation par la conversion partielle à la production civile et l'exportation d'armes à bas coût. De grands conglomérats d'État sont alors structurés, notamment NORINCO dans l'armement terrestre et AVIC dans l'aéronautique.

Après la guerre du Golfe de 1991 et la crise du détroit de Taïwan de 1995-1996, Pékin engage une profonde restructuration militaire. L'objectif évolue de la préparation d'un conflit continental majeur vers la capacité à mener des « guerres locales sous condition d'informatisation moderne ». Pour combler son retard, la Chine combine acquisition de technologies russes, notamment après le rapprochement sino-russe, ingénierie inverse et transferts technologiques forcés. L'embargo occidental sur les ventes d'armes à la Chine après 1989 renforce parallèlement l'effort d'autonomisation.

ARMEMENT CHINOIS : LES AMBITIONS DE PÉKIN À L'EXPORT

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, le réarmement s'est accéléré, les exportations également. La stratégie de fusion civilo-militaire mobilise les capacités du secteur civil — intelligence artificielle, télécommunications, semi-conducteurs, etc. — au profit de l'APL. Cette accélération, particulièrement nette depuis 2010-2012, concerne l'ensemble de la BITD.

Les exportations comme instrument d'influence

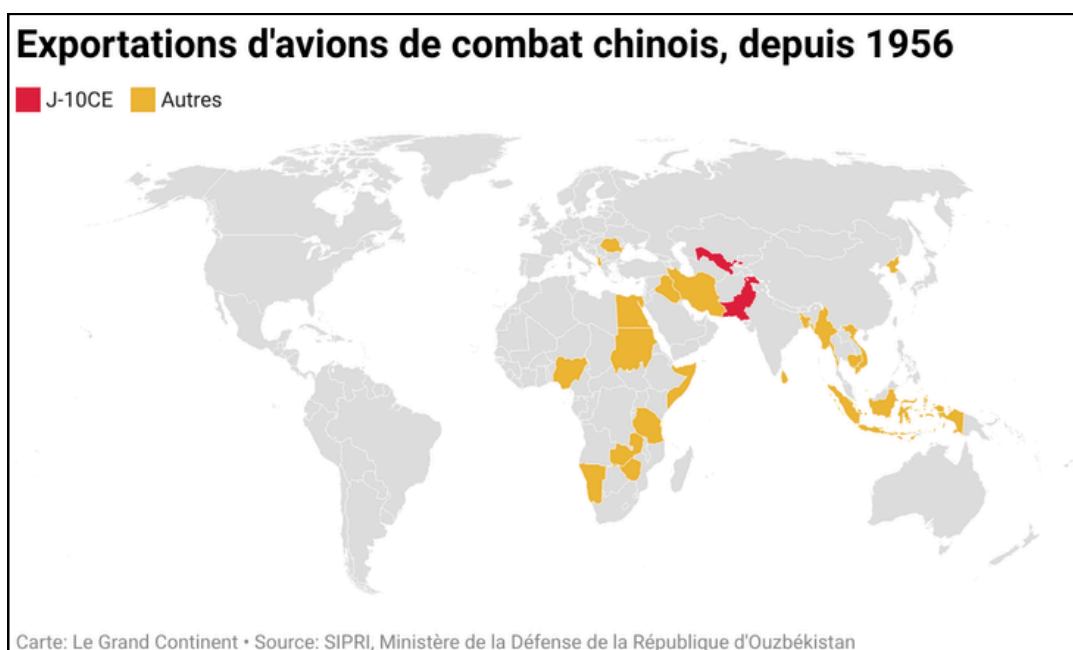
Les exportations d'armes sont étroitement liées aux priorités de politique étrangère de Pékin.

- **Asie du Sud et Pakistan** : le Pakistan absorbe 61 % des exportations chinoises de 2021 à 2025. La coopération porte notamment sur les JF-17 Thunder, les sous-marins Type 039B et les J-10C. Elle contribue à renforcer les capacités pakistanaises face à l'Inde.
- **Moyen-Orient et Afrique** : les restrictions américaines à l'exportation de drones armés ont ouvert un espace aux CH-4 et Wing Loong chinois, vendus notamment à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et à l'Irak. La Chine s'est également imposée comme fournisseur important dans plusieurs pays africains, dont l'Algérie, le Maroc, le Nigeria, l'Égypte et l'Éthiopie.
- **Europe et Amérique latine** : des contrats comme la livraison de systèmes antiaériens HQ-22 (FK-3) à la Serbie témoignent de la capacité de Pékin à pénétrer des marchés traditionnellement dominés par les fournisseurs occidentaux ou russes.

La plupart des équipements chinois de dernière génération n'ont toutefois pas encore été éprouvés dans des conflits de haute intensité. Malgré les progrès réalisés, certaines dépendances subsistent dans les semi-conducteurs avancés ou certains alliages, ce qui expose la BITD aux sanctions et restrictions technologiques occidentales. La montée en puissance militaire chinoise contribue par ailleurs au renforcement des dispositifs de rééquilibrage dans l'Indopacifique, tels que l'AUKUS et le Quad, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses de défense de plusieurs pays voisins. La Chine présente ainsi un paradoxe : **devenue le deuxième producteur mondial d'armement, elle demeure un exportateur de rang intermédiaire.**

Les tendances du marché selon le SIPRI

Sur la période 2021-2025, **la Chine occupe le 5e rang mondial des exportateurs**, avec **5,6 % du marché mondial**, contre 5,5 % sur la période précédente. Son volume d'exportations progresse de 11 % et ses équipements sont livrés à 47 États. L'Asie-Océanie représente 77 % de ses exportations et l'Afrique 13 %, tandis que le Pakistan en absorbe à lui seul 61 % dans une comparaison d'Etat à Etat. Dans le même temps, les importations chinoises d'armement chutent de 72 %.



ARMEMENT CHINOIS : LES AMBITIONS DE PÉKIN À L'EXPORT

L'écart avec les principaux fournisseurs demeure considérable : les États-Unis représentent 42 % des transferts mondiaux, devant la France (9,8 %), la Russie (6,8 %) et l'Allemagne (5,7 %). L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale réunies concentrent 74 % des exportations mondiales, contre 62 % lors du quinquennat précédent. Le recul russe, dont les exportations diminuent de 64 %, a donc principalement bénéficié aux industriels occidentaux, stimulés notamment par la demande européenne.

La chute de 72 % des importations chinoises est également significative : pour la première fois depuis 1991-1995, la Chine ne figure plus parmi les dix premiers importateurs mondiaux. Elle a ainsi achevé, pour l'essentiel, sa transition vers l'autonomie industrielle, même si la Russie reste un fournisseur résiduel sur certains segments critiques. Cette autonomisation constitue un préalable à une éventuelle expansion commerciale, sans s'être encore traduite par une part de marché proportionnelle à la puissance industrielle chinoise.

Une clientèle concentrée, en miroir de la politique étrangère de Pékin

La géographie des exportations révèle une forte dépendance à quelques marchés. Sur 2021-2025, 77 % des livraisons chinoises sont destinées à l'Asie et à l'Océanie et 13 % à l'Afrique. Le **Pakistan** représente à lui seul 61 % des exportations, devant la Serbie (6,8 %) et la Thaïlande (4,7 %). La Chine fournit donc 47 États, mais les volumes restent fortement concentrés.

Hors de sa zone d'influence immédiate, l'offre chinoise doit composer avec la concurrence des fournisseurs occidentaux, russes, israéliens, turcs et sud-coréens. L'Afrique constitue toutefois un marché important : la Chine y représente 17 % des importations d'armes, derrière les États-Unis (19 %) et devant la Russie (15 %) et la France (8,3 %). Le marché africain s'est néanmoins contracté de 41 % sur la période. En Algérie, Pékin représente 27 % des livraisons, derrière la Russie (39 %), dans un marché dont les importations ont chuté de 78 %.

L'engagement aérien indo-pakistanaï de mai 2025 a contribué à renforcer la visibilité des matériels chinois. L'emploi par Islamabad de J-10CE armés de missiles PL-15E et les revendications de succès contre des appareils indiens de fabrication française ont fourni à Pékin un argument de validation opérationnelle. Les conditions exactes de l'engagement et les performances revendiquées demeurent toutefois difficiles à établir de façon objective.

En août 2026, l'**Ouzbékistan** a confirmé la mise en service du J-10CE, qui fait de la Chine son deuxième opérateur export et le premier en Asie centrale. Le **Bangladesh** a également préparé un projet d'acquisition d'une vingtaine d'appareils. Les ventes annoncées à l'Égypte et à l'Indonésie restent en revanche non confirmées, voire démenties. Le chasseur furtif FC-31/J-35, proposé à l'export depuis plus d'une décennie, n'a toujours pas trouvé de client. Le JF-17, codéveloppé avec le Pakistan, demeure l'appareil chinois le plus diffusé à l'étranger, notamment au Myanmar, au Nigeria et en Azerbaïdjan, sur un segment relativement accessible.



Le drone chinois Wing Loong II, l'un des principaux drones MALE (moyenne altitude, longue endurance) proposés à l'exportation par la Chine. Source : <https://en.avic.com/>

Les **drones MALE** sont les autres succès commerciaux chinois. Les CH-4 et Wing Loong équipent une trentaine d'armées, du Golfe à l'Afrique subsaharienne, en occupant un marché que les restrictions américaines avaient longtemps laissé vacant. La concurrence turque s'est cependant fortement accrue depuis 2020. La défense sol-air (HQ-9 et leurs dérivés), ainsi que les équipements navals — frégates, patrouilleurs et sous-marins conventionnels — constituent deux autres axes majeurs. Ces ventes s'accompagnent parfois de transferts de production locale, que les fournisseurs occidentaux accordent plus difficilement. Enfin, munitions, artillerie et véhicules blindés alimentent un marché de volume moins visible mais économiquement important, sur lequel la compétitivité-prix chinoise est particulièrement forte.

ARMEMENT CHINOIS : LES AMBITIONS DE PÉKIN À L'EXPORT

Les principaux atouts de l'offre chinoise

Nous identifions quatre paramètres :

- **Le prix** : le J-10CE est estimé entre 40 et 50 millions de dollars l'unité, soit sensiblement moins que des appareils occidentaux de génération comparable. Pour les États disposant de ressources limitées, cet écart constitue un argument important.
- **Une conditionnalité politique chinoise** : Pékin ne subordonne généralement pas ses ventes à des exigences relatives à la gouvernance ou aux droits humains et impose moins de restrictions d'emploi que certains fournisseurs occidentaux.
- **Une offre intégrée** : les industriels chinois associent équipement, munitions, formation et soutien. Le J-10CE est ainsi proposé avec le missile PL-15E et le moteur WS-10B, ce qui réduit la dépendance à des fournisseurs étrangers.
- **Le financement** : les acquisitions peuvent être associées à des prêts d'institutions financières chinoises, ce qui facilite l'accès à l'équipement pour certains États aux capacités financières limitées.

Une industrie puissante mais encore confrontée à des fragilités structurelles

Selon le classement SIPRI des cent premiers producteurs mondiaux publié en décembre 2025, les huit entreprises chinoises recensées ont vu leur chiffre d'affaires d'armement diminuer d'environ 10 % en 2024, à 88,3 milliards de dollars, alors que le marché mondial progressait de 5,9 %, à 679 milliards. NORINCO, premier producteur mondial de systèmes terrestres, a enregistré une baisse de 31 %. AVIC et CASC ont également reculé. Le SIPRI relie notamment cette évolution aux enquêtes anticorruption ayant entraîné le report ou l'annulation de contrats majeurs, ainsi qu'à l'incertitude sur le calendrier de modernisation de l'APL.

En juin 2026, Pékin a suspendu la livraison de seize J-10CE au Pakistan en raison d'impayés contractuels. L'épisode illustre une limite du modèle de financement par prêt : lorsque la situation financière du client se dégrade, la Chine n'est pas nécessairement en mesure de maintenir les mêmes conditions commerciales.

Les données disponibles doivent enfin être interprétées avec prudence. Les indicateurs du SIPRI permettent de comparer les tendances, mais ne correspondent pas directement au chiffre d'affaires à l'exportation des industriels. **La Chine ne publie pas de statistiques consolidées** comparables à celles de la France ou des États-Unis, tandis que l'opacité des groupes d'État accroît l'incertitude. Les classements en valeur peuvent ainsi donner une image différente de ceux fondés sur les volumes.

Pour les industriels en Europe, l'enjeu apparaît moins comme une éviction directe — que les données ne permettent pas d'établir — que comme une possible érosion sur les marchés intermédiaires. Dans les segments d'armement, le prix, le financement, les transferts de technologie et la souplesse politique peuvent peser autant que la performance technique. **La concurrence chinoise pose donc moins la question d'une surenchère technologique que celle de la capacité des Européens à proposer des offres intégrées, financées et soutenables dans la durée.**



En deux décennies, la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) [1] chinoise est passée du rattrapage technologique à l'innovation de rupture (hypersonique, naval, IA, drones). Cette mutation soutient la transformation de l'Armée populaire de libération (APL) en une force dite de « classe mondiale », selon les termes officiels du régime. Cette trajectoire contemporaine s'appuie sur l'importance donnée à la science, techniques et compétition stratégique depuis le lancement des réformes initiées par Deng Xiaoping et avant avec la dissuasion, le programme spatial et d'autre rares secteurs technologiques durant la période Mao.

La BITD est le bras armé des ambitions de Pékin. Elle garantit une capacité de déni d'accès (A2/AD) en Indopacifique et étend l'influence chinoise à l'international via des exportations de matériel d'armement compétitif. Sa particularité politique réside dans la fusion civil-militaire, érigée en stratégie nationale souveraine par Xi Jinping sous l'autorité directe du Parti [2]. En effaçant la frontière entre secteur privé high-tech et complexes de défense, le régime contraint l'écosystème civil à alimenter l'appareil militaire. C'est dans ce cadre que nous proposons un éclairage sur la société *China Electronics Technology Group Corporation (CETC)*.

Le pilier de l'industrie électronique et numérique chinoise de défense et de sécurité

La *China Electronics Technology Group Corporation (CETC)*, aujourd'hui dénommée *China Electronics Technology Group Co., Ltd.* (中国电子科技集团有限公司, ou 中国电科), est l'un des principaux piliers de l'industrie électronique et numérique chinoise et, en particulier, le principal groupe public chinois spécialisé dans l'électronique de défense. Créée le 1er mars 2002 par décision du Conseil des affaires d'État, sous la tutelle directe de la Commission d'administration et de supervision des actifs d'État (SASAC), elle résulte du regroupement de 46 instituts de recherche et 26 entreprises relevant alors du ministère chinois de l'Industrie de l'information. Cette création répondait à une logique de consolidation de la base industrielle et technologique de défense chinoise, mais aussi de rapprochement entre recherche militaire, électronique civile et industrie numérique. En décembre 2017, le groupe a achevé sa transformation en société et adopté sa dénomination actuelle.

CETC s'inscrit dans une histoire industrielle beaucoup plus ancienne que sa création juridique. Le groupe rattache ses origines à la naissance des capacités chinoises de radiocommunications dans les années 1930, puis à la constitution, à partir des années 1950-1960, d'un appareil national de recherche en électronique militaire, radar et communications. Le 10e Institut de recherche du ministère chinois de la Défense, créé en 1961, a notamment joué un rôle fondateur dans les domaines du radar et de l'électronique militaire. Cette continuité explique la forte culture recherche-développement du groupe. CETC est une entreprise directement administrée par l'État chinois (SOE). Son importance ne se mesure donc pas uniquement à ses résultats commerciaux : elle constitue un instrument de politique industrielle et de souveraineté technologique.

[1] Les principales entreprises de la BITD chinoise sont AVIC (Aviation Industry Corporation of China) pour l'aéronautique militaire, CASC (China Aerospace Science and Technology Corporation) et CASIC (China Aerospace Science and Industry Corporation) pour les missiles et le spatial, NORINCO Group (China North Industries Group Corporation) et CSGC (China South Industries Group Corporation) pour l'armement terrestre, CETC (China Electronics Technology Group Corporation) pour l'électronique de défense, les radars et la guerre électronique, CSSC (China State Shipbuilding Corporation) pour la construction navale militaire, et AECC (Aero Engine Corporation of China) pour les moteurs aéronautiques. On peut également citer CNNC (China National Nuclear Corporation) dans le domaine nucléaire.

[2] Puisant dans l'histoire du Parti-Etat, encourageant un système mixte et des frontières floues entre domaine civil et domaine militaire.



© iStock

Le groupe indique désormais regrouper plus de 700 entités, dont 47 instituts de recherche nationaux, 20 sociétés cotées et 48 laboratoires, centres de R&D et centres d'innovation nationaux. Il intervient dans l'ensemble des domaines de l'électronique de défense et des technologies de l'information, avec une présence couvrant les milieux terrestre, naval, aérien, spatial, électromagnétique, cyber et sous-marin. **Forte de plus de 200 000 employés, la société est composée de plus de 50 % d'ingénieurs.** Son intégration en 2021 du géant des télécommunications *China Putian Information Industry Group (Potevio)* a donné naissance à un conglomérat pesant plus de 50 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel, souvent qualifié dans la presse spécialisée de « porte-avions de l'IT ». À travers sa participation stratégique d'environ 40 % dans **Hikvision** (leader mondial de la vidéosurveillance), le groupe déploie des algorithmes de reconnaissance faciale, de traitement d'images par IA et d'analyse comportementale utilisés tant pour des applications commerciales globales que pour l'infrastructure de surveillance domestique. Moins connue, la coentreprise *CETC Wuhu Diamond Aircraft Manufacture Co., Ltd.* illustre une coopération industrielle sino-européenne dans le domaine de l'aviation générale. Créée à Wuhu, dans la province de l'Anhui, elle associe CETC, la municipalité de Wuhu et le constructeur autrichien Diamond Aircraft Industries. Le partenariat repose initialement sur le transfert de technologies et de savoir-faire, notamment pour la production locale d'appareils Diamond tels que le DA42, qui sera l'objet d'une transformation en drone (CU 42) dès 2019. La coentreprise a progressivement développé ses propres capacités de recherche et développement, d'essais, de certification et de maintenance. L'obtention en 2021 du certificat de type chinois pour le CA42, avion bimoteur développé localement, témoigne de cette montée en autonomie technologique. L'entreprise participe ainsi au développement de la filière chinoise d'aviation générale et s'inscrit désormais dans la stratégie nationale de développement de l'« économie de basse altitude ». Elle contribue également à faire de Wuhu un pôle industriel associant construction aéronautique, recherche, équipementiers et technologies liées aux drones.

CETC occupe une position particulière dans l'écosystème militaire chinois : le groupe fournit non seulement des équipements finis, mais aussi des composants, sous-systèmes, logiciels et capacités d'intégration aux autres grands groupes d'armement chinois. Son modèle est donc comparable à celui d'un intégrateur électronique et numérique transversal. **CETC constitue le cœur de la couche électronique et informationnelle.**

Tableau des domaines et grands partenaires de CETC

Domaine de CETC	Principales capacités	Lien avec les autres industries de défense chinoises	Principaux partenaires / secteurs concernés
Radars et capteurs	Radars terrestres, navals et aéroportés ; radars AESA ; surveillance et détection	Fourniture des capteurs et systèmes de détection intégrés aux plateformes militaires	AVIC (avions), CSSC (navires), CASC/CASIC (spatial, missiles), défense aérienne
Alerte avancée et contrôle aérien	Détection longue portée, surveillance de l'espace aérien, contrôle et gestion de situation	Alimente les architectures de défense aérienne et les systèmes de commandement	AVIC, CASIC, forces aériennes et défense sol-air
C4ISR / systèmes de commandement	Commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance	Constitue la couche de mise en réseau et de coordination reliant capteurs, postes de commandement et plateformes	Tous les grands secteurs : aéronautique, naval, terrestre, spatial
Guerre électronique	Renseignement électromagnétique, brouillage, détection et exploitation du spectre	Complète les plateformes aériennes, navales et terrestres en leur apportant des capacités de guerre électronique	AVIC, CSSC, NORINCO, CASC/CASIC
Communications militaires	Réseaux radio, communications sécurisées, liaisons de données et infrastructures de communication	Permet l'interconnexion des unités et des plateformes au sein de systèmes de combat en réseau	Armée de terre, marine, aviation, spatial
Navigation et positionnement	Systèmes de navigation et technologies associées	Soutient les plateformes aériennes, navales, terrestres et les systèmes autonomes	AVIC, CSSC, NORINCO, CASC/CASIC
IFF	Identification ami/ennemi et systèmes associés	Intégration aux plateformes aériennes et aux systèmes de défense aérienne	AVIC, CASIC, défense aérienne
Électronique pour drones et systèmes autonomes	Électronique embarquée, communications, navigation, capteurs et systèmes de mission	Fourniture de sous-systèmes électroniques aux drones et systèmes autonomes	AVIC, CASC, CASIC, NORINCO
Optronique et microélectronique	Capteurs, composants électroniques, semi-conducteurs et technologies microélectroniques	Fourniture de composants et sous-systèmes à de nombreux programmes militaires	Ensemble de l'industrie de défense
Cybersécurité et réseaux	Sécurité des réseaux, informatique, infrastructures numériques et protection des systèmes	Soutien à la numérisation et à la mise en réseau des forces et des infrastructures	Tous les grands groupes de défense et secteurs gouvernementaux
Cloud, IA et informatique	Cloud computing, intelligence artificielle, calcul et traitement de données	Renforce les architectures de commandement, d'analyse et de traitement de l'information	Tous secteurs de défense ; applications duales
Sécurité publique et surveillance	Surveillance, systèmes urbains, sécurité et traitement de l'information	Transfert de technologies entre applications civiles et besoins de sécurité/défense	Sécurité publique, collectivités, infrastructures critiques
Infrastructures numériques civiles	Smart cities, industrie numérique, réseaux, cloud, logiciels et informatique	Constitue une importante base industrielle et technologique duale	Télécoms, industrie, transports, administration, énergie
Circuits intégrés et composants	Conception, fabrication, assemblage, matériaux et équipements pour semi-conducteurs	Soutien à la souveraineté technologique de l'électronique de défense	Ensemble de l'écosystème électronique chinois

Programmes et technologies stratégiques pour l'APL

CETC développe à travers ses instituts l'ensemble des **modernisations pour la défense dans tous les milieux** (terre, air, mer et espace), du radar à la communication en passant par le champ électromagnétique. Pour exemple, le 14e Institut de recherche (CETC-14/NRIET) constitue l'un des centres emblématiques du groupe. Créé historiquement autour de **la recherche sur les radars**, il est présenté par CETC comme le berceau de l'industrie chinoise du radar et dispose de plusieurs milliers de personnels spécialisés. Le 28e Institut, quant à lui, est particulièrement important dans les systèmes de commandement automatisé et les architectures C2 militaires et civiles. **La guerre électronique** est une compétence centrale de CETC : détection des émissions, analyse du spectre, brouillage, contre-mesures électroniques et protection des communications. Le 29e institut de CETC est notamment associé à des recherches couvrant la guerre électronique, le radar, les contre-mesures et les technologies électromagnétiques. Un autre axe majeur est **la défense anti-drone**. Le système « Tianqiong » (*Sky Dome - voûte céleste*) combine détection radar/optronique, commandement-contrôle, guerre électronique et différents moyens d'interception. CETC développe également la partie avionique du chasseur J-20. Autre exemple, l'Institut 45 est le plus important fournisseur pour la partie semi-conductrice de la phase amont à l'aval de la fabrication. L'institut est sous sanctions américaines.

Dans **le domaine spatial**, le groupe fournit des composants et sous-systèmes électroniques destinés aux programmes satellitaires, aux communications, à la navigation et au contrôle. Il a également participé aux capacités liées au système de navigation *BeiDou*, devenu pleinement opérationnel en 2020.

Dans **le domaine naval**, le radar naval Type 346, développé par l'Institut de recherche électronique de Nanjing, constitue notamment une famille majeure de radars à antenne active employés sur des bâtiments de combat chinois.

Dans **le domaine des ballons stratosphériques**, l'entreprise développe et intègre des technologies destinées à des applications de surveillance, de télécommunications, d'observation et de recherche scientifique. Ces plateformes, capables d'évoluer à très haute altitude pendant de longues périodes, et dont le début d'année 2023 avait marqué l'actualité internationale avec le survol du territoire américain par des ballons, offrent une alternative complémentaire aux satellites et aux aéronefs traditionnels, notamment pour la collecte de données et la couverture de zones étendues. L'expertise de CETC repose sur la combinaison de systèmes de communication, de charges utiles, de capteurs et de capacités de traitement de données.

Face à l'intensification de la compétition technologique sino-américaine, **CETC s'inscrit dans une stratégie d'autonomisation visant à réduire sa dépendance aux technologies et fournisseurs occidentaux**, tout en consolidant ses capacités nationales dans les secteurs stratégiques. Cette approche repose sur l'intégration étroite de la R&D, de l'industrie et des applications de défense. CETC cherche ainsi à maîtriser davantage l'ensemble des chaînes de valeur, à développer des solutions de substitution aux technologies américaines et à renforcer les synergies entre acteurs civils, industriels, académiques et militaires.

Exportations et géopolitique du marché de l'armement

Ses exportations croissantes favorisent la diffusion de standards, de technologies et d'architectures chinoises. **CETC revendique une présence commerciale dans plus de 110 pays**. Son offre à l'export est particulièrement visible dans les domaines du radar, de la surveillance aérienne, des communications, des systèmes de commandement et des équipements électroniques de défense. L'expansion internationale de CETC repose sur une stratégie à trois niveaux : la vente d'armement lourd et de radars aux partenaires militaires de la Chine, les contrats gouvernementaux de surveillance dans le cadre de la BRI, et le réseau commercial privé pour l'électronique grand public et industrielle.

Asie/Pacifique : le cœur du développement à l'international

Les marchés émergents constituent une cible privilégiée (Asie, Afrique, Amérique Latine et Moyen-Orient). CETC a développé des versions export de radars de surveillance à longue portée et cherche notamment à les proposer aux États participant aux réseaux économiques de la BRI. Parmi les produits présentés à l'export figurent des radars longue portée tels que le YLC-8B, ainsi que des systèmes de surveillance et d'alerte avancée aéroportés. Le Pakistan constitue un partenaire particulièrement significatif dans ce domaine, notamment à travers les capacités de détection et d'alerte aéroportée développées autour des plateformes chinoises pour la marine et l'armée de l'air. L'implantation est solide en Indonésie, au Sri Lanka, en Thaïlande, au Myanmar, aux Philippines, ainsi qu'au Kazakhstan et en Ouzbékistan (matériels de télécoms, de tests électroniques et de surveillance des frontières).

Au Moyen-Orient et Afrique : l'essor des « Safe Cities »

Dans les pays émergents et les régimes partenaires de Pékin, CETC fournit des infrastructures informatiques et de maintien de l'ordre. La société est très présente en Turquie, aux Émirats Arabes Unis, en Arabie Saoudite, en Égypte et en Algérie (réseaux de télécommunication et plates-formes de sécurité urbaine). Le déploiement de projets de vidéosurveillance d'État (« Safe/Smart City ») et d'infrastructures de réseaux s'est développé au Kenya, en Ouganda, au Nigeria, en Éthiopie et au Zimbabwe.

Amérique Latine : contrôle sécuritaire et gestion de crise

CETC intervient en Amérique du Sud via des contrats gouvernementaux de sécurité publique, en Équateur et au Venezuela. CETC y développe des réseaux nationaux de surveillance d'État et de systèmes de commandement d'urgence (comme le réseau *ECU 911* en Équateur), mais également des composants et des équipements de sécurité en Colombie, au Pérou et en Bolivie.

Europe et Amérique du Nord : une présence civile sous contrainte ?

Dans les pays occidentaux, la présence de CETC est civile mais fortement freinée par les enjeux géopolitiques. La zone des Balkans est importante, notamment au travers de projets d'infrastructures et de « villes intelligentes » dynamiques (Serbie). Historiquement implantée via les produits *Hikvision*, CETC voit aujourd'hui ses activités restreintes par les sanctions américaines (*Entity List*) et les régulations européennes sur les technologies duales et de cybersurveillance.

CETC se situe à l'épicentre du bras de fer technologique et sécuritaire entre Washington et Pékin. Considérée par le Pentagone et le département du Commerce américain comme une menace directe pour la sécurité nationale, la société fait l'objet de sanctions en chaîne. De nombreuses filiales du groupe sont inscrites sur l'*Entity List* du département du Commerce américain et sur la liste *CMIC (Non-SDN Chinese Military-Industrial Complex Companies)* du département du Trésor (OFAC). Ces mesures interdisent l'exportation de composants américains sensibles vers CETC et bannissent tout investissement financier américain dans ses titres obligataires ou actions.

Soumise à un blocus strict sur les technologies critiques (notamment les résines photosensibles, indispensables à la gravure de puces stratégiques), CETC a été impliquée dans plusieurs affaires de contournement des contrôles d'exportation américains. Des poursuites judiciaires fédérales aux États-Unis ont mis en lumière l'utilisation d'entreprises écrans (telles que *Broad Tech System* ou *Chitron*) chargées d'acquérir illégalement des équipements électroniques de pointe auprès de fournisseurs occidentaux pour le compte des instituts de recherche de CETC.

Gouvernance, corruption systémique et purges internes

Malgré son rôle central dans l'industrie de sécurité et de défense, **CETC n'est pas à l'écart de la vaste campagne anti-corruption** orchestrée par la Commission centrale pour l'inspection de la discipline (CCDI) au sein du complexe militaro-industriel chinois.

Le cas le plus retentissant concerne He Wenzhong, ancien vice-président de CETC. Arrêté et poursuivi pour avoir perçu plus de 289 millions de yuans (environ 40 millions de dollars) de pots-de-vin entre 2006 et 2023 en échange de l'attribution de contrats publics et d'arrangements commerciaux, il a été condamné en juillet 2025 à la peine de mort avec un sursis de deux ans. La vague de purges touche également l'élite technologique de l'entreprise.

Des figures tutélaires telles que Wu Manqing, ancien directeur général de CETC et concepteur en chef des systèmes de radar d'alerte précoce de l'APL, ont été discrètement déchués de leur titre académique au sein de l'Académie d'ingénierie de Chine (CAE), signalant des enquêtes approfondies sur la probité des programmes d'armement électronique.

Les rapports de l'*Institut international de recherche sur la paix de Stockholm* (SIPRI) [3] révèlent que ces purges massives parmi les dirigeants des géants de l'armement (CETC, NORINCO, CASC) ont provoqué un ralentissement notable de la passation des marchés de défense en Chine. La peur des audits et la révision systématique des chaînes de sous-traitance ont entraîné le gel de certains programmes et une contraction temporaire des revenus déclarés dans la défense par CETC.

L'évolution récente du groupe confirme une **priorité donnée aux technologies permettant la supériorité informationnelle** : réseaux de combat, fusion de données, intelligence artificielle, capteurs distribués, communications sécurisées, guerre électronique, systèmes autonomes et exploitation massive des données. L'objectif chinois n'est plus seulement de produire des équipements performants isolément, mais de construire des architectures de combat intégrées, capables de relier capteurs, centres de commandement, effecteurs (systèmes d'arme permettant une interception) et unités déployées. CETC est l'incarnation de la trajectoire technico-militaire de la Chine. Face à l'intensification de la compétition géopolitique, en particulier sino-américaine, le groupe demeure le moteur principal de l'autonomie stratégique chinoise en matière de microélectronique, de guerre de l'information et d'intelligence artificielle.

[3] The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2024



De la 5^e Académie de Qian Xuesen à la scission de 1999 : deux empires nés d'un seul ministère

La China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) naît officiellement en juillet 1999, lorsque le gouvernement scinde en deux l'ancien conglomerat aérospatial d'État hérité de l'ère maoïste : d'un côté la CASC, recentrée sur les vols spatiaux civils et les missiles stratégiques ; de l'autre la China Aerospace Machinery and Electronics Corporation, rebaptisée CASIC en 2001 et tournée vers les systèmes tactiques et duaux. Cette scission prolonge une histoire commencée dès 1956, avec la création de la 5^e Académie du ministère de la Défense nationale, confiée au scientifique QIAN Xuesen, formé aux États-Unis avant d'être expulsé en pleine chasse aux sorcières maccarthyste, et considéré comme le père du programme balistique et spatial chinois. L'industrie se structure progressivement, avant que les réformes de DENG Xiaoping, dans les années 1980, n'introduisent une logique de marché dans ce secteur hypercentralisé. Depuis 2003, la CASC est placée sous la tutelle de la SASAC (STATE-OWNED ASSETS SUPERVISION AND ADMINISTRATION COMMISSION), qui supervise les plus grands conglomerats publics chinois à vocation stratégique.

Un enfant de l'aérospatiale shanghaiënaise devenu cadre politique, revenu aux commandes du groupe

Depuis mars 2024, la CASC est présidée par CHEN Mingbo, un ingénieur originaire du Zhejiang, docteur en sciences, qui a débuté sa carrière en 1993 à l'Institut shanghaiënaise des sources d'énergie spatiale. Après avoir gravi les échelons scientifiques jusqu'à diriger cet institut, il bascule dans l'administration municipale de Shanghai : vice-gouverneur du district de Pudong en 2014, à la tête de la Commission municipale de l'économie et des technologies de l'information en 2016, puis secrétaire général adjoint de la ville en 2018. En 2022, il est muté à Chongqing, où il devient maire exécutif adjoint, avant d'être rappelé à la tête de la CASC en mars 2024. Sa nomination intervient dans un climat tendu : son prédécesseur, WU Yansheng, avait vu son siège à la Conférence consultative politique du peuple chinois révoqué en décembre 2023, dans ce que plusieurs observateurs ont interprété comme le signe d'une purge anticorruption touchant le secteur spatial et balistique.

Huit académies, treize sociétés cotées : la CASC en chiffres

La CASC n'est pas une entreprise mais un conglomerat vertical : elle est composée de huit grandes académies de recherche et de production, une douzaine de sociétés spécialisées et treize filiales cotées en bourse, pour un chiffre d'affaires consolidé estimé à 9,6 milliards de dollars en 2024. Parmi ses académies les plus stratégiques figurent la 1^{re} Académie (CALT, China Academy of Launch Vehicle Technology), qui conçoit aussi bien les lanceurs Longue Marche que les missiles balistiques intercontinentaux ; la 5^e Académie (CAST), responsable des satellites et des vaisseaux habités ; la 8^e Académie shanghaiënaise (SAST) ; ainsi que les académies spécialisées dans la propulsion solide et liquide. Sur son site institutionnel, le groupe se présente lui-même comme « le seul fabricant chinois de missiles nucléaires stratégiques intercontinentaux », une formule qui résume à elle seule la dualité de son mandat : porter la Chine dans l'espace tout en armant sa dissuasion nucléaire.

Le bras spatial : lanceurs Longue Marche, station Tiangong, Lune et Mars

Sur le versant civil, la CASC est l'architecte de toute l'ambition spatiale chinoise : les lanceurs de la famille Longue Marche, la station spatiale Tiangong, les vaisseaux habités Shenzhou et les cargos Tianzhou, mais aussi les sondes lunaires Chang'e. Le groupe prépare aujourd'hui l'étape suivante : deux vols ont déjà rejoint la station Tiangong en 2026, tandis qu'un troisième est attendu en octobre, dans la perspective d'un alunissage habité avant 2030. Le nouveau lanceur Longue Marche 10 et le vaisseau Mengzhou ont franchi plusieurs essais clés (tests d'évacuation, simulations d'atterrissage). Fait marquant : le 10 juillet 2026, la CASC a récupéré en mer, au moyen d'un filet tendu sur un navire, le premier étage d'un lanceur Longue Marche 10B : une méthode radicalement différente de l'atterrissage sur pattes popularisé par SpaceX, et une étape importante, quoiqu'encore isolée, vers des lanceurs chinois réutilisables.

Le bras stratégique : « seul fabricant chinois de missiles nucléaires intercontinentaux »

Le versant militaire de la CASC est, par nature, le moins documenté, mais tout indique une modernisation rapide. Sa 1^{re} Académie conçoit les missiles Dongfeng, l'ossature de l'arsenal nucléaire chinois. Les missiles DF-41 et DF-31, les plus récents, utilisent un carburant solide, plus simple à stocker et plus rapide à mettre en alerte. Selon le Pentagone, ils occuperaient déjà plus d'une centaine de silos répartis sur trois nouveaux sites. Vient enfin le DF-27, qui peut emporter indifféremment une charge classique ou nucléaire et viser des navires jusqu'au Pacifique : cette ambiguïté inquiète les analystes américains, car en cas de crise, Washington ne saurait pas à quel type d'arme il fait face. Un épisode, en 2021, avait déjà marqué les esprits : d'après le Financial Times, une fusée Longue Marche 2C avait placé en orbite un engin capable de voler à très grande vitesse en contournant les défenses antimissiles américaines, un événement que l'armée de l'air américaine reconnut alors n'avoir pas vu venir.

CASC face à la concurrence

Sur son propre marché, la CASC occupe une position ambiguë : ni tout à fait un monopole, ni un acteur pleinement concurrentiel. En Chine même, elle partage le champ de l'aérospatiale de défense avec sa cousine CASIC, davantage tournée vers les missiles tactiques, la défense antiaérienne et les applications civilo-militaires « duales », les deux groupes étant nés de la même scission de 1999. Face à la nouvelle génération d'entreprises privées chinoises – LANDSPACE, ISPACE ou GALACTIC ENERGY –, la CASC conserve la haute main sur les projets stratégiques et l'accès aux infrastructures de lancement, mais peine à suivre la cadence : la Chine a réalisé un record de 92 lancements en 2025, contre 68 en 2024, un chiffre qui reste très en retrait par rapport aux besoins des futures méga-constellations chinoises, notamment en comparaison des lancements de satellites STARLINK par SPACEX. Ce retard, que la presse spécialisée a surnommé le « déficit de fusées » chinois, explique en partie pourquoi Pékin tolère, et même encourage, l'essor d'un secteur privé longtemps resté marginal.

La nature politique des activités de la CASC, au cœur d'un domaine sensible

Bien entendu, l'activité de la CASC n'est pas seulement de nature scientifique et technologique : touchant à la défense nationale du pays, elle est aussi politique et diplomatique. Le groupe et plusieurs de ses filiales figurent sur la liste noire du département du Commerce américain et sous le coup d'un décret de 2020 interdisant aux investisseurs américains de détenir des participations dans les entreprises jugées liées à l'Armée populaire de libération ; la CASC est également inscrite sur la liste d'exclusion des marchés publics fédéraux américains. En interne, la chute de l'ancien président WU Yansheng, privé de ses fonctions politiques fin 2023 sur fond d'enquêtes anticorruption dans le secteur balistique, a rappelé que le géant public n'est pas à l'abri de la très politique campagne anti-corruption qui frappent régulièrement l'appareil militaro-industriel chinois.

Sources :

- [China Aerospace Science and Technology Corporation — Wikipedia](#)
- [China names new chief to lead rocket maker and SpaceX rival CASC after predecessor stripped of political title, South China Morning Post, mars 2024](#)
- [China appoints new chairman for dominant space contractor, China Daily, mars 2024](#)
- [Who's Who: China's Space Industry, The Wire China](#)
- [What is the China Aerospace Science and Technology Corporation, and Why is It Important?, New Space Economy, septembre 2025](#)
- [China Aerospace Science and Technology \(CASC\), Don't Bank on the Bomb](#)
- [China Academy of Launch Vehicle Technology — Wikipedia](#)
- [China Tested A Fractional Orbital Bombardment System That Uses A Hypersonic Glide Vehicle: Report, The War Zone](#)
- [China Conducts First Public Test of DF-41 Intercontinental Ballistic Missile in Pacific Ocean, Army Recognition, 2024](#)
- [The Pentagon's \(Slimmed Down\) 2025 China Military Power Report, Federation of American Scientists](#)
- [China's DF-27 Conventional ICBM & ASBM: Threatening America's Homeland, Pacific Ships, and Escalation Risks, Andrew S. Erickson, décembre 2025](#)
- [China just caught a rocket booster in a net at sea, SpaceDaily, juillet 2026](#)
- [China unveils 2026 crewed space plan as lunar landing program advances toward 2030, Global Times, février 2026](#)
- [China's Rocket Deficit, The Wire China, mars 2026](#)
- [China Aerospace Science and Technology Corporation, OpenSanctions](#)

26 ANS D'OUVERTURE, 13 ANS DE BRI

LE MANDARIN ET LA GÉOPOLITIQUE COMMERCIALE MONDIALE (4)

PAR CHRISTOPHE GRANIER, CCE OCCITANIE ET EMMANUEL VERON, CCE PARIS

Cet article est le quatrième d'une série consacrée à un bilan d'étape des projets chinois d'expansion mondiale, formalisés dans les initiatives lancées par les présidents Jiang Zemin en 1999 (*Zouchuqu* ou « Go-out ») puis Xi Jinping en 2013 (*Yidai Yilu* devenu « Belt and Road Initiative »). Nous avons déjà envisagé tour à tour :

1. Les alternatives à l'axe principal des échanges Chine-Europe, détourné de son trajet primaire par les événements géopolitiques intervenus en Russie puis en Iran,
2. Les caractéristiques de l'axe maritime traversant l'Océan Indien, également troublé par les événements d'Ormuz et aboutissant au contournement de l'Afrique,
3. L'appropriation organisée du bassin de la mer de Chine du Sud, considéré par les autorités de Pékin comme une zone de développement économique contrôlée.

Les projets chinois d'expansion ont un rayon planétaire, même si le plan originel « One Belt One Road » priorisait l'ensemble Eurasie - Afrique. Ainsi, les discours de Xi Jinping en 2013 ne mentionnaient pas nommément le continent américain, isolé de part et d'autre par les océans Pacifique et Atlantique. Ils promouvaient cependant un développement mutuel équilibré entre toutes les nations du monde et, de ce fait, n'excluaient aucun continent ni aucun océan.

Le développement économique, politique et militaire récent de la Chine a changé la donne. Dans le Pacifique, onze Etats insulaires ont signé avec Pékin des accords les incluant dans l'initiative BRI. Ce « bassin » de développement (belt) est positionné sur une « route » (road) maritime partant des ports chinois.

Le Pacifique est un secteur maritime de taille considérable. En sortant du « pré carré » chinois traditionnel, soit au-delà des Philippines, le trajet vers Valparaíso ou Lima approche 18 000 kilomètres, soit plus que la liaison maritime Hong Kong - Marseille (environ 15 000 kilomètres). Avec 16 500 kilomètres, l'axe direct vers Panama semble le couloir idéal et ouvre sur la zone caraïbe ; l'utilisation du canal par les navires de commerce chinois se heurte depuis peu à des écueils géopolitiques d'importance.

Globalement, le nord du Pacifique est une quasi propriété américaine grâce à une chaîne centrale de bases (Palaos, Guam, Marshall puis Hawaï) disposées d'ouest en est à partir du Japon allié. Au sud du pôle chinois, l'Australie et la Nouvelle-Zélande forment, avec leurs dépendances plus ou moins directes dans certaines îles, un bloc cohérent jouxtant vers l'est les possessions françaises de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et Polynésie.

Gardant un accès limité en direction du nord vers l'Arctique avec l'aide de ses partenaires coréens du nord et russes, Pékin cherche depuis longtemps à s'insérer entre ces lignes continues et pratique une approche diplomatique et économique active des micro-états insulaires du centre-Pacifique. Le plan chinois est de pouvoir exploiter le plus large espace possible du domaine océanique avec ses ressources halieutiques, minérales, énergétiques ou plus simplement techno-stratégiques, les essais de lanceurs de fusées multi-usage récupérables à partir de plateformes flottantes pouvant être développés. Ces bénéfices sont sans commune mesure avec la taille du marché commercial des archipels du Pacifique, peu peuplés.

La politique de Pékin vise en conséquence depuis 2013 à acquérir puis conserver l'accessibilité aux marchés concernés, fidéliser la clientèle précieuse des pays et entités politiques participant à des groupements et institutions internationales dans lesquels Pékin veut bâtir une influence, et - à terme - constituer un « dominion » stratégique dans les domaines politique et militaire.

Car la progression régulière de l'influence chinoise dans la zone a logiquement provoqué une réaction des autorités australiennes mais surtout américaines, en particulier lors des deux mandats présidentiels de Donald Trump. Déstabilisés par les progrès technologiques et la vigueur économique de la Chine, les Etats-Unis cherchent par tous les moyens à bloquer l'accès de Pékin à leur « homeland », et disposent pour cela d'arguments efficaces, à commencer par l'exploitation des caractéristiques géostratégiques constitués par les passages obligés (*chokepoints*) que sont les « lignes » consécutives d'îles. Pour surmonter cet obstacle, la Chine utilise l'argument éculé mais toujours efficace du « tout sauf Washington », se présentant auprès des Etats en développement comme le protecteur des faibles du Sud global.

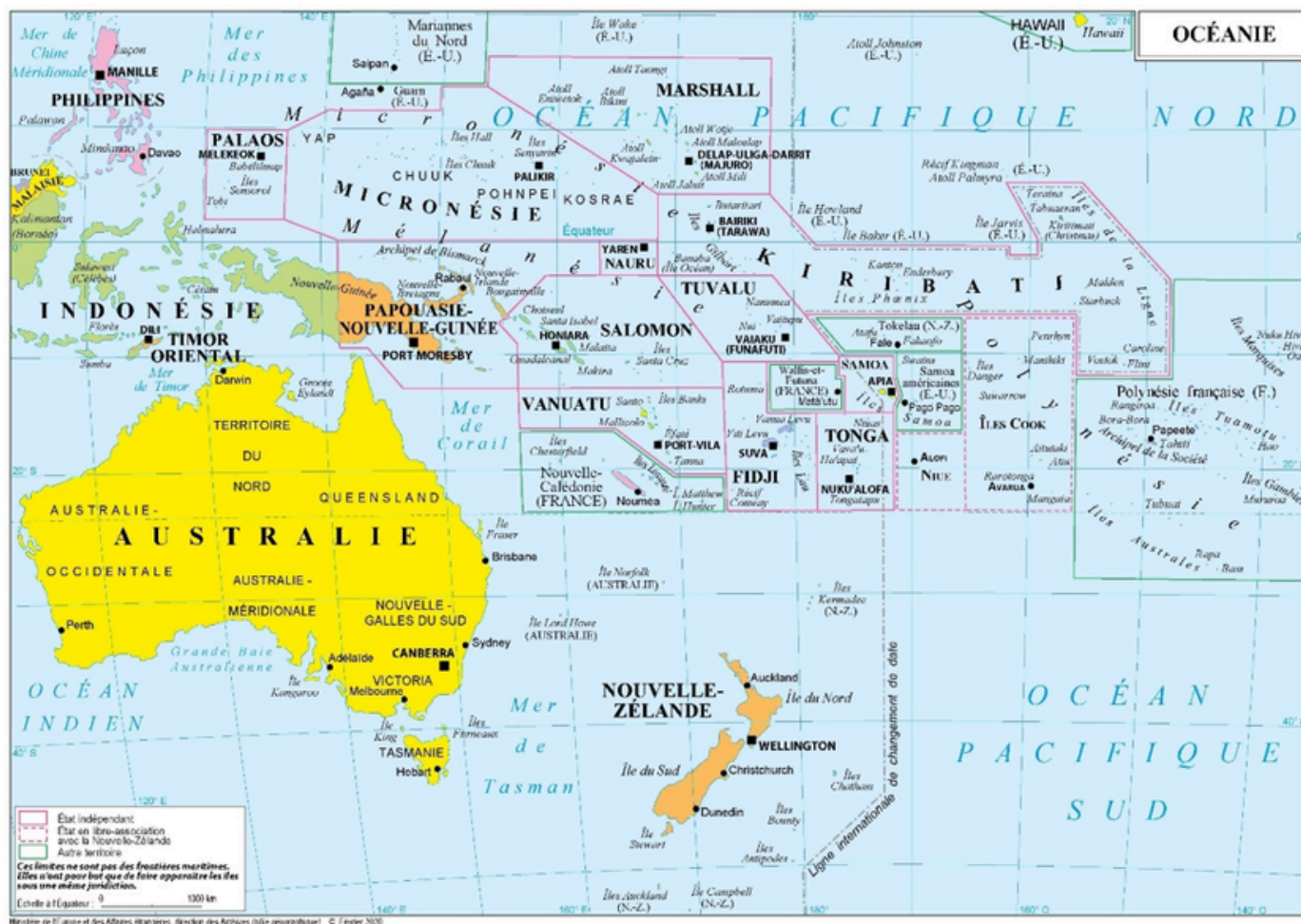


Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, accueilli à Port-Vila lors de sa visite officielle au Vanuatu le 1er juin 2022
© Vanuatu News Today - Facebook

L'article qui suit rappelle les motifs, les épisodes et les réalisations de l'expansion chinoise dans le Pacifique, continuum géographique qui mène logiquement jusqu'aux marchés américains mais constitue également une cible en lui-même. Les enjeux économiques et politiques de la mondialisation chinoise trouvent une illustration spécifique dans cette zone, car elle reste jusqu'à présent sous l'influence majeure des Etats-Unis, principal rival stratégique de Pékin. A l'épreuve d'une résistance qui s'annonce majeure, les réalisations chinoises vont trouver, hors du bloc Asie-Europe-Afrique, l'occasion de prouver leur efficacité et leur durabilité.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

PAR CHRISTOPHE GRANIER, CCE OCCITANIE ET EMMANUEL VERON, CCE PARIS



L'immense étendue du plus grand océan de la planète justifie l'intérêt géostratégique majeur qu'il représente. Riche de ressources en tous genres, le Pacifique est également une voie de passage potentielle de première importance, même si elle a été relativement peu utilisée au cours de l'Histoire sauf pour des usages bien précis.

A l'occasion de crises économiques récurrentes, l'émigration chinoise s'est exercée surtout en direction du sud à partir du XVII^e siècle, mais s'est accélérée au XIX^e jusqu'à atteindre les îles du Pacifique. Appartenant à la classe moyenne et basse des campagnes chinoises sinistrées, ces émigrants se sont installés principalement à Nauru puis Tahiti, pratiquant les occupations de grossistes et détaillants après les métiers de force.

Forts de leur tradition culturelle, ces Chinois d'outre-mer ont conservé des relations étroites avec leur famille et la communauté restée au pays, et informé ainsi leurs compatriotes des opportunités de leurs pays d'adoption. Les îles, de plus en plus éloignées du continent asiatique, ont ainsi servi de marchepieds pour progresser toujours plus vers l'est et constituer les colonies importantes de Chinois expatriés en Amérique.

Une poussière d'îles, toutes de superficie réduite, forme dans une direction nord-ouest - sud-est, des Philippines jusqu'à Pitcairn, une file assez cohérente, puis s'interrompt jusqu'à l'île de Pâques loin avant l'Amérique du sud. Des micro-Etats s'y sont constitués, proies parfois faciles pour les grandes puissances avides d'exploiter le domaine maritime environnant.

Au regard de la BRI, le Pacifique compte 11 Etats ayant signé un « MOU » d'adhésion aux Nouvelles routes de la soie. La Nouvelle-Zélande reste un cas particulier. Voisines immédiates du Pacifique, les Philippines sont récemment sorties de l'initiative.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Les territoires du Pacifique

Pays	ZEE (200 miles)	Population (milliers)	PIB/ha (milliers USD)	Date BRI
Australie	√ 3 500	27 261	75.6	
Nouvelle Zélande	3 423	5 287	52.0	01-mars-17
Papua- Newgini	2 402	10 947	2.6	01-juil-16
Timor Leste	70	1 437	1.5	01-avr-17
Îles Cook	1 960	13	25.8	01-nov-18
Fidji	1 283	937	6.8	01-nov-18
Kiribati	3 442	138	3.1	01-janv-20
Micronésie	2 996	114	5.5	01-nov-18
Niue	316	2		01-juil-18
Samoa	128	221	6.5	01-oct-18
Îles Salomon	1 589	858	2.3	01-oct-19
Tonga	660	104	7.2	01-mars-18
Vanuatu	680	343	4.1	01-nov-18
Palaos	603	18	21.6	
Îles Marshall	1 990	35	9.7	
Nauru	308	12	16.1	
Tuvalu	750	9	6.6	
Tokelau	319	3	6	Nle Zélande
Nouvelle Calédonie	1 365	308	29.2	France
Wallis et Futuna	263	11	17.0	France
Polynésie française	4 794	306	22,4	France
Clipperton	436	ns	ns	France
Hawaï		1 431	ns	Etats Unis
Guam		170	41.8	Etats Unis
Mariannes nord		43	23.8	Etats Unis
Samoa US		45	18.0	Etats Unis
Midway		ns	ns	Etats Unis
Wake		ns	ns	Etats Unis
Johnston		ns	ns	Etats Unis
Howland		ns	ns	Etats Unis
Kingman		ns	ns	Etats Unis

(Superficies des Espaces Maritimes Territoriaux et Zones Économiques Exclusives en milliers km²)

Le succès apparent des adhésions à la BRI doit être tempéré ; le contenu souvent vague des *Memoranda of Understanding* classiques d'adhésion ne vaut pas soumission, ni même engagement de résultat précis. Le lien convenu avec la Chine est une bonne entente préparant à une coopération accrue, sur les plans économique et culturel. La sortie des Philippines est un succès diplomatique américain significatif : elle prouve que cet Etat a clairement décidé de se soustraire à une influence qu'il jugeait nocive. Dans le monde, cette sortie a déjà été seulement expérimentée par l'Italie, les trois pays baltes et le Panama.

Tous azimuts, la rivalité stratégique, commerciale et technologique sino-américaine induit une logique de *hedging* assumé de la quasi-totalité des Etats de la zone : maximiser les gains commerciaux avec la Chine tout en consolidant son alliance américaine et en verrouillant ses actifs critiques.

Géopolitique des Etats insulaires du Pacifique

La stratégie chinoise dans le Pacifique s'inscrit dans une logique de profondeur stratégique et de contestation progressive de la présence américaine. La « troisième chaîne d'îles » constitue un espace d'intérêt croissant pour Pékin : elle englobe les États insulaires du Pacifique et les voies maritimes reliant l'Asie à l'Amérique.

Sans nécessairement rechercher l'établissement immédiat de bases militaires, la Chine cherche à accroître son influence par les investissements, les infrastructures portuaires et numériques, les partenariats sécuritaires et la diplomatie. L'enjeu est double. Sur le plan militaire, une présence accrue dans les îles du Pacifique pourrait offrir à Pékin des points d'appui, des capacités de renseignement et une plus grande liberté d'action de la marine chinoise en compliquant la projection de forces américaines et alliées. En réaction, l'Australie renforce ses alliances avec les États insulaires et cherche à empêcher toute implantation militaire chinoise.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST

(ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Le Pacifique devient ainsi un espace de compétition stratégique où infrastructures, aide économique et partenariats de défense participent d'une même confrontation d'influence. L'alliance « 5 Eyes » de l'Anglosphère demeure, les architectures de sécurité se recomposent à l'aune de la rivalité sino-américaine dans le Pacifique, où Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, échangent de manière accrue avec les Etats-Unis, mais également un réseau de partenaires et alliés de la France à l'Inde, en passant par la Corée du sud et les petits Etats insulaires du Pacifique.



Le lancement en juillet 2026 d'un missile balistique chinois au nord des Fidji a renforcé les inquiétudes des États insulaires du Pacifique face à la rivalité sino-américaine. Marqués par l'histoire du Pacifique comme espace de confrontation militaire et nucléaire, plusieurs pays cherchent désormais à renforcer leur sécurité sans s'aligner directement sur Washington ou Pékin. Ils privilégient un rapprochement avec l'Australie, perçue comme un partenaire régional capable de garantir leur défense. L'Australie a ainsi conclu des accords de défense avec les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée et négocie avec Tonga et les Salomon. Ces partenariats visent également à limiter l'implantation chinoise dans les infrastructures stratégiques, notamment les ports et les télécommunications. En contrepartie, Canberra accroît ses investissements économiques dans les États partenaires. Cette dynamique pourrait déboucher sur une alliance multilatérale inspirée de l'OTAN.

Les quatre pays Quad (États-Unis, Australie, Inde et Japon) ont annoncé leur premier projet d'infrastructures commun : la modernisation d'un port aux Fidji, destinée à répondre au déficit d'infrastructures portuaires dans la zone. Ils ont également conclu des accords sur la sécurité énergétique et les minerais critiques afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement et de réduire leur dépendance à la Chine, notamment pour les ressources stratégiques utilisées dans la défense et les semi-conducteurs. Sur le plan stratégique, le Quad confirme ainsi son évolution vers un instrument de sécurisation économique et d'ancrage régional, au-delà de la seule coopération diplomatique. Le projet fidjien renforce la présence collective des quatre puissances dans le Pacifique et participe à la limitation de l'influence chinoise sur les infrastructures stratégiques. Pékin dénonce une logique de blocs et appelle à ne pas cibler de « tiers ». Malgré des interrogations sur la cohésion du Quad, la coopération sectorielle permet de consolider progressivement un réseau indopacifique.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Certains États, notamment Kiribati et Nauru, craignent qu'un tel dispositif ne détériore leurs relations avec la Chine. Le rapprochement avec l'Australie constitue donc un choix stratégique qui rapproche indirectement les États du Pacifique du camp américain, alors que pour la majeure partie d'entre eux, la dépendance économique et commerciale s'est accrue en 20 ans.

Les États insulaires refusent ainsi pour l'instant de s'inscrire dans une logique d'alignement. Ils peuvent exploiter au contraire la rivalité entre Pékin et les pays occidentaux pour obtenir des avantages des deux côtés : garanties de sécurité et accords de défense avec l'Australie et bénéfice des investissements et des infrastructures chinoises. Cette stratégie d'équilibre est illustrée par les accords conclus par le Vanuatu et les Fidji avec Canberra, le dernier ayant signé son premier traité de défense mutuelle avec l'Australie. Tout en dénonçant toute instrumentalisation géopolitique, Pékin cherche à préserver ses liens économiques et son influence régionale. Pour Canberra, ces initiatives s'inscrivent dans une « compétition permanente » avec la Chine et traduisent l'ambition de devenir le principal fournisseur de sécurité du Pacifique, tout en limitant l'implantation stratégique chinoise. Les îles Marshall, Tuvalu et Palaos reconnaissent Taïwan mais entretiennent des relations économiques avec la Chine. Les Salomon et Kiribati ont basculé vers une reconnaissance de Pékin en septembre 2019, Nauru en janvier 2024. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Fidji, le Vanuatu, les Samoa, les Tonga, la Micronésie, les Îles Cook et Niue reconnaissent Pékin de longue date. En 2022, une tentative chinoise d'accord-cadre régional unique portant sur le commerce, la sécurité et la pêche a été repoussée par plusieurs États, qui lui ont préféré des accords bilatéraux.

Au 55e Forum des îles du Pacifique du 31 août, la question taïwanaise s'est imposée comme un révélateur des ambitions chinoises dans la région. Pékin a vivement contesté la participation de Taïwan, amenant plusieurs membres à réduire significativement leur délégation. Cette posture traduit une volonté de contenir la visibilité internationale de Taipei et de renforcer l'influence de Pékin dans le Pacifique, sur fond de rivalité croissante avec les partenaires occidentaux.

Le SIPRI estime que la Chine a fourni une aide militaire aux quatre États insulaires possédant leurs propres forces armées — Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga et Vanuatu — pour une valeur identifiée d'environ 27 millions USD. La PNG représente environ 18 millions, Fidji 6 millions, Tonga 2,6 millions et Vanuatu 0,4 millions. Le SIPRI précise que ces montants sont probablement sous-estimés, car Pékin ne publie pas de données détaillées sur son aide militaire. La Chine n'est pas encore un fournisseur d'armes majeur du Pacifique insulaire. Le modèle chinois est davantage celui du don que celui de la vente. La PNG et les Fidji sont les deux pays les plus importants de la région. A noter la livraison en 2018 d'un bâtiment hydrographique de surveillance aux Fidji. Enfin, la dimension sécuritaire/policière est aussi importante que le militaire (coopérations, formations, équipements, matériels). Depuis l'accord controversé avec les Salomon (avril 2022) puis l'accord de coopération policière signé à Pékin en juillet 2023, la Chine cherche à diversifier ses partenariats sécuritaires. L'offre est rejetée par la PNG en 2023-2024, mais la présence discrète de policiers chinois à Kiribati depuis 2023 et le volet sécuritaire dans le partenariat stratégique avec les Îles Cook (février 2025) témoignent d'une présence structurelle dans la région.



Papouasie-Nouvelle-Guinée : la Chine y étend son influence économique et diplomatique. © iStock

Dix États insulaires ont signé un protocole d'accord BRI avec la Chine (cf. tableau ci-dessus). Après un pic de prêts au milieu des années 2010, quand Pékin finançait plus d'un tiers des infrastructures régionales financées par emprunt, la Chine a réorienté son modèle vers les dons et les projets de proximité (gymnases, hôpitaux, matériel agricole), tout en maintenant des prêts ciblés : télévision numérique en PNG (75 millions USD, 2022), antennes-relais Huawei aux Salomon (66 millions USD, 2022), route bitumée de West Ambae au Vanuatu (44 millions USD, 2024). Pékin finance aussi l'accès de sa flotte de pêche hauturière via des accords de licence (Kiribati, Îles Cook).

LA CHINE MET LE CAP À L'EST

(ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Montée en puissance économique et commerciale de Pékin

Le montant du commerce bilatéral entre les Etats du Pacifique avec la Chine s'élève à 7,5 milliards USD en 2024, contre 153 millions en 1992 (multiplié par 49). Selon Brookings et l'Asia Society, le commerce chinois avec l'ensemble des économies insulaires du Pacifique atteint 11,8 milliards USD en 2024, contre 863 millions seulement pour les États-Unis. Le stock d'investissement direct chinois cumulé dans les États insulaires atteint 2,72 milliards USD en 2021, dernier chiffre officiel disponible. Les prêts chinois décaissés dans le Pacifique, sur la période 2012-2022 s'élèvent à 1,3 milliards USD, avec un pic en 2016 et un net repli depuis la pandémie. L'aide chinoise en 2024 est d'environ 4,5 milliards CNY (près de 625 millions USD) vers onze États insulaires, avec priorité au climat, à la santé et au numérique. A l'échelle mondiale, la Chine est devenue davantage collecteur que pourvoyeur net de financement, un renversement qui touche déjà le Vanuatu, les Samoa et les Tonga. Sur les neuf États insulaires endettés auprès de la Chine, six (Vanuatu, Samoa, Tonga, Fidji, Îles Cook, Palaos) approchent ou dépassent le seuil d'alerte de 50 % du PIB fixé par le cadre FMI-Banque mondiale de soutenabilité de la dette.

État du Pacifique	Commerce bilatéral avec la Chine	Position de la Chine dans le commerce	Financement chinois cumulé / principaux engagements	Dette / exposition à la Chine	Principaux secteurs chinois
Papouasie-Nouvelle-Guinée	≈ 4,83 millions USD	1er partenaire	≈ 2,3 millions USD d'ODF depuis 2008	Élevée, mais inférieure à celle de Tonga en proportion du PIB	Mines, énergie, routes, télécoms, infrastructures
Îles Salomon	≈ 536 millions USD	1er partenaire	Engagements importants depuis 2019 ; projets télécoms et infrastructures	Élevée/modérée ; risque de dette à surveiller	Télécoms, infrastructures, routes, équipements publics
Vanuatu	≈ 138 millions de dollars	1er partenaire	Plusieurs centaines de millions de dollars de projets ; notamment infrastructures routières	Élevée ; remboursements chinois importants	Routes, bâtiments publics, infrastructures
Fidji	≈ 526 millions USD	Partenaire majeur	Engagement chinois important ; projet Vanua Levu ≈ 135 millions USD, sous forme de don	Modérée	Routes, infrastructures, construction, tourisme
Samoa	≈ 121 millions USD	3e partenaire env.	Engagement chinois historique significatif	Exposition élevée au service de la dette chinoise	Routes, bâtiments publics, infrastructures
Tonga	≈ 58 millions USD	3e partenaire env.	Financement chinois historique important	Très élevée : dette envers China EXIM Bank ≈ 112 millions USD	Reconstruction, bâtiments, infrastructures
Kiribati	≈ 38 millions USD	Partenaire majeur	Forte progression après reconnaissance de Pékin en 2019	Modérée à élevée selon projets	Infrastructures, équipements, fonds budgétaires
Tuvalu	≈ 42 millions USD	2e partenaire env.	Engagement chinois limité	Faible	Commerce, équipements
Micronésie (FSM)	≈ 57 millions USD	Partenaire secondaire	ODF chinois, notamment infrastructures et bâtiments	Faible/modérée	Infrastructures, bâtiments, équipements
Îles Marshall	≈ 3,51 millions USD	Commerce atypique / principalement réexportations	Financement chinois direct limité	Faible	Commerce, équipements
Palaos	≈ 42 millions USD	Commerce limité	Financement chinois direct limité	Faible	Tourisme, commerce
Nauru	≈ 6 millions USD	Très faible	Engagement chinois récent après changement diplomatique	Faible à ce stade	Infrastructures, coopération publique
Îles Cook	Faible	Partenaire secondaire	Engagement chinois limité	Faible	Infrastructures, tourisme
Niue	Très faible	Marginal	Engagement chinois limité	Faible	Aide, équipements, infrastructures

Structurellement, les exportations chinoises vers la région restent dominées par les machines, l'électronique, l'automobile, la construction navale et les produits manufacturés légers, tandis que les importations chinoises depuis les îles se composent essentiellement de produits de la pêche et de ressources naturelles (minerais, bois, hydrocarbures).

Panorama des Etats de la zone : de l'Australie aux petits Etats insulaires

Australie. La Chine et l'Australie ont établi leurs relations diplomatiques en 1972, ouvrant une période de rapprochement progressivement structurée autour du commerce, des investissements et des échanges universitaires. L'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 a fortement accéléré cette dynamique où Pékin est devenu le premier partenaire commercial de Canberra, elle représente encore aujourd'hui son principal débouché extérieur. Il s'agissait pour la Chine de sécuriser et diversifier ses partenariats aux frontières de l'Asie pour ses approvisionnements en matières premières (en particulier ici : charbon, gaz, fer, lithium, or et produits agricoles).

Après la crise diplomatique et commerciale de 2020-2022 (sanctions sur le vin, l'orge, le charbon, le homard), la relation s'est nettement réchauffée. Un sommet organisé fin avril 2026 a acté la levée de la quasi-totalité des barrières commerciales restantes, y compris l'embargo sur le homard vivant, aboutissement des accords de normalisation commerciale signés cette même année. La Chine demeure de très loin le premier partenaire commercial de l'Australie. Mais fait rare, la Chine est déficitaire. Le montant colossal d'importations de matières premières australiennes n'est pas équilibré par les exportations chinoises.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Les échanges bilatéraux atteignent environ 309 Milliards AUD (environ 221 Milliards USD) sur 2024-25, dont 189 milliards d'exportations australiennes (29 % du total), pour un excédent commercial australien d'environ 69 milliards AUD, porté par le minerai de fer, le gaz et l'agroalimentaire. Des frictions subsistent néanmoins. Pékin a réintroduit en juin 2026 un tarif de 55 % sur le bœuf australien dépassant un quota fixé pour protéger ses éleveurs, rappel que le levier commercial chinois reste actif [1].

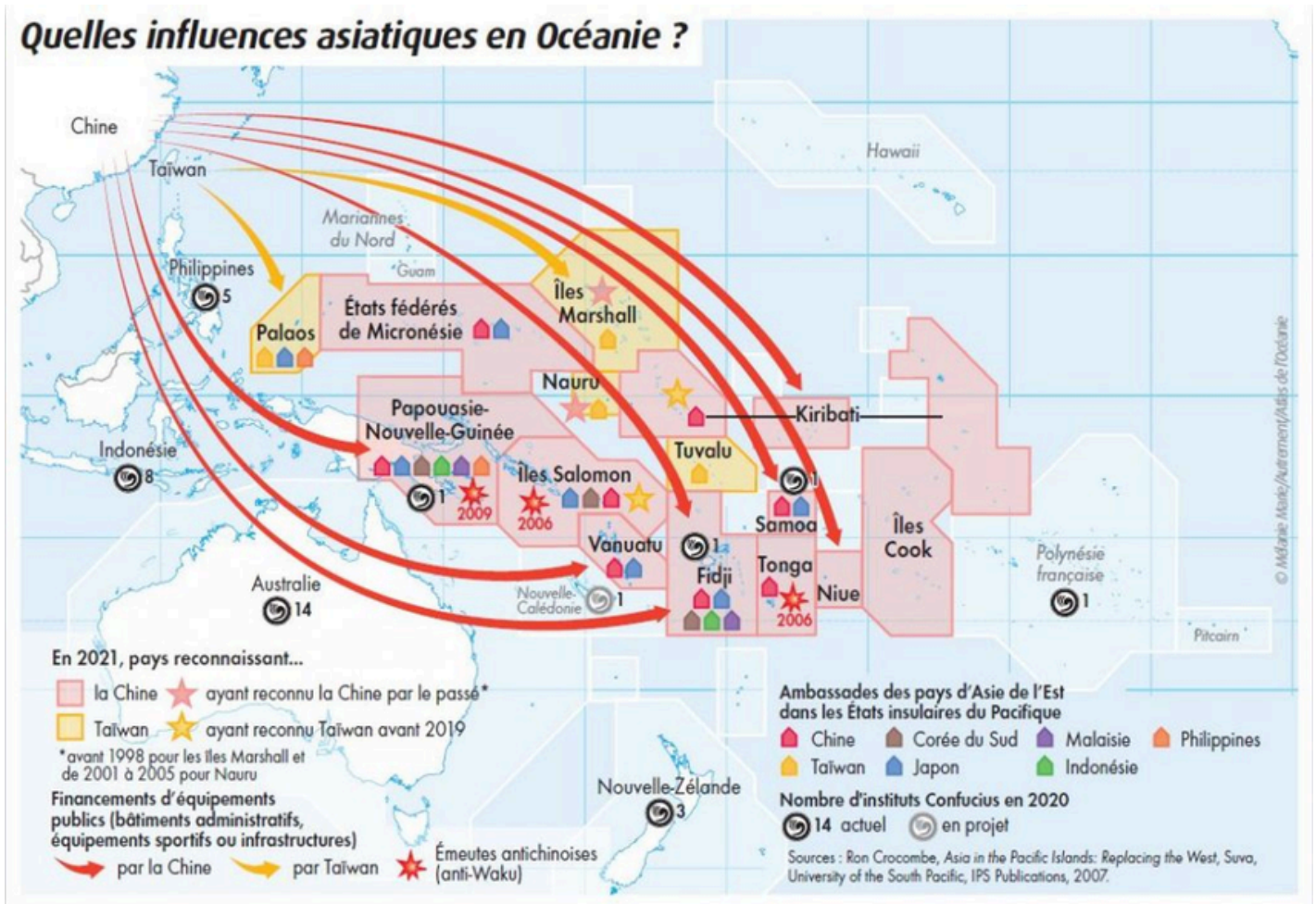
Les investissements directs chinois en Australie se sont effondrés de 85 % depuis 2018, ne représentant plus que 1,5 % des IDE entrants en 2024, contre un pic de 16 milliards USD en 2008. Le *Foreign Investment Review Board* multiplie les injonctions de cession dans les secteurs stratégiques. Canberra a ordonné en mai 2026 à six actionnaires liés à la Chine de céder leurs participations dans *Northern Minerals*, producteur de terres rares lourdes, une surveillance renforcée depuis face au refus de certains d'entre eux d'obtempérer, alors que le projet négocie des financements américains. Il s'agit d'un découplage ciblé, financé côté australien par un soutien public fédéral conséquent aux filières minières critiques [2].

Le programme AUKUS de sous-marins nucléaires fait l'objet d'une commission d'enquête menée par Peter Garrett, chargée notamment d'évaluer son impact sur la relation avec la Chine. Le port de Darwin, géré par une entreprise chinoise, reste un autre point de friction, Canberra s'étant engagé à en reprendre le contrôle. Un essai de missile chinois dans le Pacifique en juillet 2026 a été jugé « déstabilisant » par la ministre des Affaires étrangères Penny Wong, tandis que Pékin dénonce l'exclusion croissante de ses investisseurs.

Nouvelle-Zélande. Les relations entre la Chine et la Nouvelle-Zélande se sont institutionnalisées avec l'établissement de relations diplomatiques en 1972. La Chine est le premier partenaire commercial de la Nouvelle-Zélande depuis 2017, portée par l'accord de libre-échange bilatéral de 2008 — premier ALE signé par Pékin avec un pays développé — puis par son protocole de modernisation récent. Les échanges bilatéraux avoisinent 38 milliards NZD (près de 23 milliards USD) par an, la Chine absorbant environ un quart des exportations néo-zélandaises. Les exportations néo-zélandaises vers la Chine sont principalement constituées de produits laitiers, de bois, de viande, de produits de la mer, de fruits et de services touristiques. En retour, la Nouvelle-Zélande importe notamment des produits électroniques, des machines, des textiles, du mobilier et des matières plastiques. Depuis janvier 2024, l'ensemble des produits laitiers entre en Chine sans droits de douane ni quotas, et plus de 98 % des exportations bénéficient d'un accès en franchise. Le marché chinois absorbe 31 % des exportations laitières, 61 % du bois et 24 % de la viande néo-zélandaise — une concentration sectorielle qui alimente un débat interne sur le risque d'une dépendance excessive à un partenaire unique.

Contrairement à l'Australie, Wellington n'a pas mis en place de filtrage des investissements chinois comparable au FIRB australien ; les capitaux chinois restent concentrés sur les filières laitière, forestière et immobilière. La dépendance commerciale nourrit néanmoins une inquiétude croissante. L'ambassadeur néo-zélandais à Pékin reconnaît lui-même que la performance de l'économie chinoise a un impact direct sur celle de son pays. Wellington suit de près le 15^e plan quinquennal chinois (2026-2030) pour anticiper les opportunités d'ouverture, tout en cherchant une diversification via le CPTPP et le RCEP. Longtemps considérée comme le « maillon faible » du Five Eyes, la Nouvelle-Zélande a pris ses distances. Dans son évaluation annuelle des menaces d'août 2026, son service de renseignement (NZSIS) a nommé la Chine comme l'acteur d'ingérence étrangère le plus actif dans le pays, et a rejoint en juin 2026 ses partenaires du Five Eyes dans un bulletin conjoint alertant sur le recrutement d'espions via les plateformes d'emploi en ligne. Pékin a fermement rejeté ces accusations, dénonçant une mentalité de guerre froide, et appelé Wellington à faire preuve de « jugement indépendant ». Autre point de friction : l'accord signé en février 2025 entre les îles Cook — État en libre association avec la Nouvelle-Zélande — et la Chine, qui avait conduit Wellington à geler son aide budgétaire. La crise s'est résorbée en avril 2026 par un nouveau pacte de défense NZ-îles Cook, présenté par Winston Peters comme limitant les marges de manœuvre futures de Pékin dans le Pacifique. Un rapport de fin 2025 émanant de la Force de défense et du Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères estime que les activités militaires chinoises constituent désormais une caractéristique durable de l'environnement stratégique du pays. Le document fait notamment référence au déploiement de navires chinois dans la mer de Tasman en février 2025 ainsi qu'au tir chinois d'un missile balistique intercontinental dans le Pacifique en septembre 2024.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)



Papouasie-Nouvelle-Guinée. Établies en 1976, les relations entre la Chine et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) connaissent une accélération à l'occasion de leur 50e anniversaire en 2026. Pékin cherche à consolider son ancrage dans le Pacifique, tandis que Port Moresby cherche à diversifier ses partenariats. La Chine a ainsi financé plus de soixante projets et accordé 1,2 million USD d'aide d'urgence en 2024. Les échanges commerciaux ont dépassé 2,6 milliards USD en 2024, soit un excédent de plus de 1,1 milliard en faveur de la PNG, portée notamment par ses exportations de GNL, de nickel, de bois et de produits agricoles et halieutiques. En retour, la Chine fournit principalement machines, équipements électriques, textiles et acier. Le rapprochement s'est renforcé en 2024 avec la signature de cinq protocoles d'accord portant sur l'aide d'urgence, le numérique, le commerce et les exportations agricoles. Pékin a notamment prévu 1 million USD pour les opérations de secours, et 270 000 pour une étude de faisabilité pour un accord de libre-échange. Des protocoles phytosanitaires ont également ouvert le marché chinois au café et au cacao non torréfiés papous. En mai 2026, les deux pays ont signé un accord-cadre de partenariat économique renforcé, destiné à préparer un accord économique global (CEPA). L'investissement constitue le second pilier de cette relation. Les entreprises chinoises sont présentes dans les secteurs minier, énergétique, portuaire, numérique et forestier. Le complexe nickel-cobalt de Ramu Nico, les intérêts chinois dans Porgera ou encore le projet hydroélectrique d'Edevu illustrent l'importance accordée aux ressources et aux infrastructures. Cette présence répond aux besoins de développement de la PNG, mais permet également à Pékin de renforcer son influence économique dans un espace stratégique.

La dimension sécuritaire demeure plus sensible. L'adhésion de la PNG aux nouvelles routes de la soie en 2018 a accru la visibilité chinoise, notamment dans les infrastructures, les télécommunications et les ressources. Le projet d'accord policier sino-papou, abandonné en 2024, montre néanmoins les limites de cette influence. La PNG conserve un ancrage sécuritaire privilégié avec l'Australie et les États-Unis.

[1] China-Australia Relations 2026: Trade & Strategic Reset

[2] AUS NEW REPORT: CHINA'S \$120bn INVESTMENT BLITZ INTO GLOBAL CRITICAL MINERALS LEAVES AUSTRALIA EXPOSED - & THE CLOCK IS TICKING

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Le port de Lae illustre cette ambivalence : la première phase, construite par *China Harbour Engineering Company* (2012-2014), a représenté un investissement de 290 millions USD, avec une structure associant la Banque asiatique de développement et les autorités papoues. Son potentiel dual, notamment sa capacité à accueillir des navires militaires, lui confère une portée stratégique sans pour autant démontrer un contrôle chinois du port. Labellisée BRI, cette infrastructure témoigne surtout de la compétition d'influence à l'œuvre dans le Pacifique et du déploiement infrastructurel et stratégique chinois.

Fidji. Le cinquantenaire des relations diplomatiques entre les deux pays a été célébré en 2025, année au cours de laquelle les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 534 millions USD. Pékin constitue désormais un partenaire commercial et financier majeur de Suva, avec une coopération portant notamment sur le commerce, les investissements, les infrastructures, les technologies et le développement des capacités industrielles locales. Début 2024, le Premier ministre Sitiveni Rabuka a suspendu l'accord de coopération policière conclu sous son prédécesseur, Frank Bainimarama, constituant ainsi un revers symbolique pour Pékin. Cette inflexion n'a toutefois pas empêché la reprise, en 2025, de la coopération économique sous le label « Ocean of Peace ». Fidji se trouve désormais au cœur d'une nouvelle dynamique de compétition stratégique, avec un contre-projet portuaire porté par les membres du Quad — États-Unis, Japon, Inde et Australie — annoncé en 2026. Un second accord, le « Vuvale Union », élargit cette coopération au changement climatique, au développement économique et à d'autres domaines stratégiques. L'accord de défense prévoit en outre la possibilité d'une adhésion ultérieure d'autres États du Pacifique.

Îles Salomon. Le rapprochement avec Pékin constitue l'un des succès diplomatiques les plus emblématiques de la Chine dans le Pacifique. Après le basculement diplomatique opéré en 2019, les deux pays ont conclu, en avril 2022, un accord de sécurité prévoyant notamment la possibilité d'un déploiement de forces chinoises. Cette coopération s'est poursuivie avec la signature, en juillet 2023, d'un accord de coopération policière, ainsi qu'avec le financement par la Chine d'un stade destiné aux Jeux du Pacifique de 2023. La dette des Îles Salomon à l'égard des banques chinoises a doublé en l'espace d'un an. L'arrivée au pouvoir, en mai 2026, de Matthew Wale, figure de l'opposition connue pour ses critiques à l'égard de Pékin, ouvre toutefois la voie à une possible révision de ces accords et à un rapprochement plus affirmé avec Canberra.

Vanuatu. Alors que le FMI considère le niveau d'endettement du pays comme un risque élevé, la Chine poursuit le financement de plusieurs projets d'infrastructures majeurs, parmi lesquels la route circulaire reliant les îles de Tanna, Malékula et Pentecôte, pour un montant supérieur à 155 millions USD, ainsi que le controversé môle de Luganville, dont la profondeur permettrait l'accueil de navires militaires. En septembre 2025, Port-Vila a par ailleurs différé la signature d'un pacte de sécurité de 330 millions USD avec l'Australie, notamment par crainte que cet accord ne limite sa capacité à accéder ultérieurement à des financements chinois. En 2026, la Chine a annoncé le don d'environ 3 millions CNY d'équipements à la police vanuataise et les deux pays envisagent un accord destiné à renforcer leur coopération en matière de maintien de l'ordre. Cette perspective suscite l'attention de Canberra, qui cherche à limiter l'implantation stratégique de Pékin dans son voisinage immédiat. Le 29 juin 2026, l'Australie et le Vanuatu ont ainsi conclu l'accord dit « de Nakamal », prévoyant notamment un soutien économique accru de Canberra et l'engagement d'exclure toute base militaire étrangère dans l'archipel. Le Vanuatu cherche néanmoins à préserver une politique d'équilibre, en maintenant des partenariats sécuritaires avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France et le Royaume-Uni, tout en continuant de bénéficier des financements chinois.

Samoa, Tonga et Kiribati. Les Samoa (premier État insulaire du Pacifique Sud à adhérer à la BRI en 2018) entretiennent avec la Chine une relation ancienne et structurée. Établies en 1975, les relations bilatérales se sont progressivement étendues de l'aide au développement à des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'agriculture, la santé et l'éducation. La Chine a notamment contribué au financement ou à la modernisation d'équipements, dont le bâtiment gouvernemental d'Apia et l'aéroport international de Faleolo, tout en formant plus de 2 300 cadres et professionnels samoans. Pékin constitue le premier créancier bilatéral des Samoa, représentant environ 40 % de leur dette extérieure, tandis que le projet de développement du port de Vaiusu a finalement été abandonné en 2021.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST

(ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Les Tonga constituent le cas le plus préoccupant en matière de surendettement : selon le budget pour 2025, leur dette envers la Chine s'élève à 195 millions USD, soit 35,9 % du PIB et 48 % de la dette publique totale. En novembre 2025, Xi Jinping a néanmoins annoncé un nouvel appui financier à l'archipel, sans qu'aucune restructuration de la dette ne soit envisagée. À Kiribati, la présence de policiers chinois est attestée depuis 2023, tandis que le projet, demeuré sans suite, de réhabilitation de la piste de l'atoll de Kanton a suscité une contre-offre américaine. La dimension stratégique du partenariat est néanmoins particulièrement surveillée : Kiribati occupait autrefois une position d'intérêt pour la Chine, qui y disposait d'une station de suivi spatial jusqu'en 2003, et sa localisation au cœur du Pacifique lui confère une valeur géopolitique significative.

Îles Cook et Niue. La période récente a été marquée par une inflexion particulièrement spectaculaire dans les relations avec Pékin. En février 2025, Rarotonga a conclu, sans consultation préalable de Wellington, un partenariat stratégique global avec la Chine, déclenchant une crise diplomatique avec la Nouvelle-Zélande. Si aucune licence d'exploration ou d'exploitation n'a encore été délivrée, cet accord revêt une importance stratégique compte tenu du potentiel des ressources minérales sous-marines et de la position géographique des Îles Cook. En réaction, la Nouvelle-Zélande a partiellement suspendu son aide, qui s'élevait à 116 millions USD sur la période 2022-2025. La crise a finalement été apaisée par l'adoption, en avril 2026, d'une déclaration commune en matière de défense et de sécurité. Des interrogations se posent sur la préservation de l'autonomie stratégique des îles Cook et l'équilibre de leur relation constitutionnelle avec la Nouvelle-Zélande. De son côté, Niue a signé, en novembre 2025, une déclaration réaffirmant son alignement sur les intérêts et les orientations stratégiques de la Nouvelle-Zélande qui conserve traditionnellement des responsabilités en matière de défense et de politique étrangère. Etablies officiellement en décembre 2007, les relations entre Niue et la Chine s'inscrivent dans une dynamique plus large d'expansion diplomatique et économique de Pékin dans le Pacifique. Leur développement a été progressif, marqué dès 2004 par les premiers échanges de haut niveau et par plusieurs rencontres entre dirigeants avant l'établissement formel des relations diplomatiques. Dès 2009, le Premier ministre Toke Talagi envisageait ainsi de solliciter davantage l'aide chinoise en cas de réduction du soutien néo-zélandais.

États fédérés de Micronésie, Palaos, Îles Marshall et Tuvalu. Les États fédérés de Micronésie, dont l'ancien président David Panuelo avait dénoncé en 2023 des pratiques chinoises d'ingérence et de corruption, demeurent placés sous le régime de sécurité exclusivement américain prévu par le Compact of Free Association, reconduit jusqu'en 2043. La Chine cherche à accroître son influence dans un État dont la position géographique revêt une importance stratégique majeure. La dépendance structurelle aux financements extérieurs constitue à cet égard un facteur de vulnérabilité. Les Palaos, les Îles Marshall et Tuvalu restent, quant à eux, les trois derniers États insulaires du Pacifique à entretenir des relations diplomatiques avec Taïwan. Tuvalu a réaffirmé ce choix en 2024, malgré une offre chinoise, rapportée à l'époque, de 400 millions USD destinée notamment à la création d'îles artificielles. Lors de sa visite à Taipei, Feleti Teo a annoncé la conclusion du premier traité formel entre les deux pays, renforçant ainsi leur partenariat. La proximité avec Taïwan répond également à une logique de diversification des soutiens extérieurs, dans un contexte où Tuvalu demeure fortement dépendant de l'aide internationale. Malgré les pressions chinoises et les débats internes sur l'opportunité d'un changement diplomatique.



© D. Collado

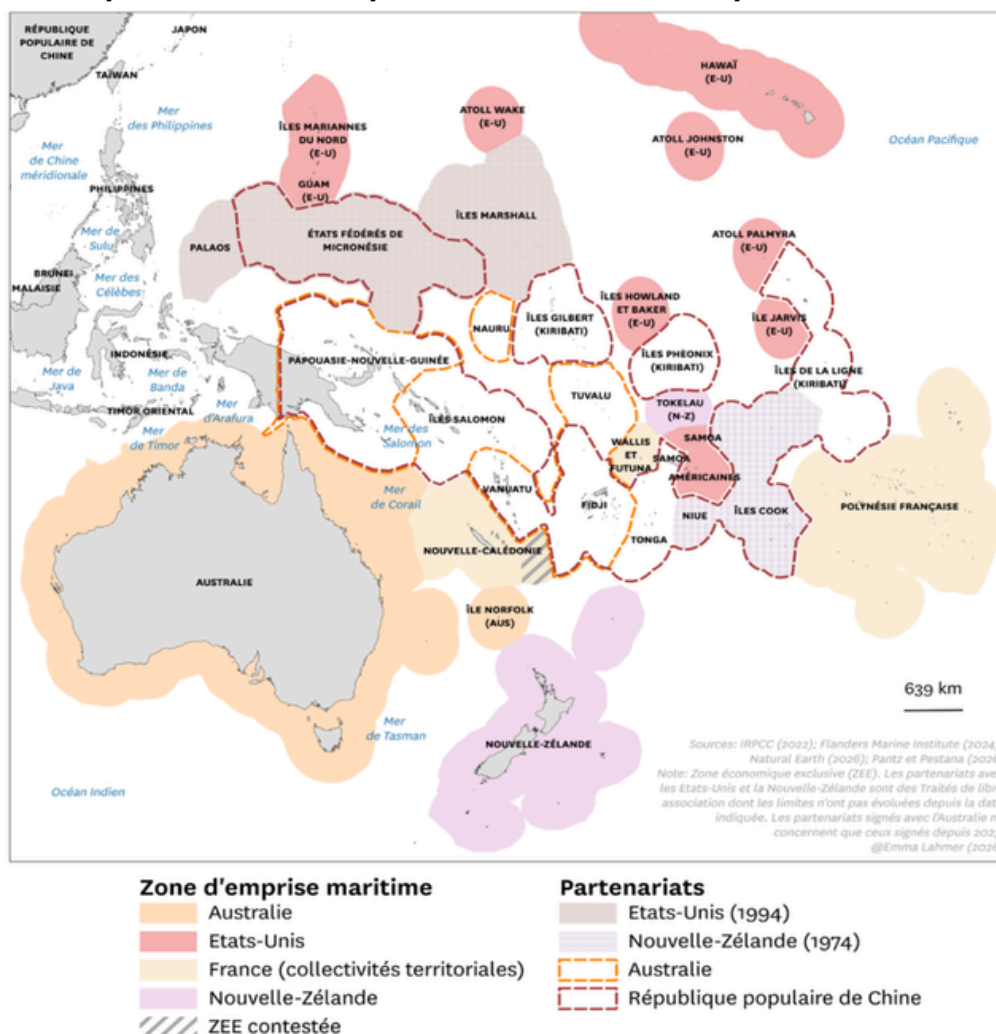
Le Forum des îles du Pacifique (PIF), qui réunit dix-huit États de la région, s'est tenu cette année à Palau, l'un des rares pays à entretenir encore des relations diplomatiques avec Taïwan plutôt qu'avec la Chine. Cette particularité confère au sommet une dimension diplomatique singulière, puisque le ministre taiwanais des Affaires étrangères pouvait y participer publiquement aux côtés des représentants des autres puissances.

La tenue du sommet à Palau a toutefois suscité l'hostilité de Pékin, qui cherche à réduire l'influence de Taïwan dans le Pacifique. Le retrait de dernière minute de cinq dirigeants a ainsi fortement perturbé les travaux du Forum, dont les décisions importantes reposent sur le consensus des chefs d'État et de gouvernement. Le président de Palau a affirmé que la Chine avait menacé son pays de représailles s'il invitait Taïwan.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

L'absence la plus significative fut celle du Premier ministre des Îles Salomon, Matthew Wale, qui défendait au sein du Forum un projet de traité visant à empêcher plus efficacement l'implantation de forces militaires ou policières chinoises dans les États membres. Contraint de regagner son pays à la suite d'une crise politique interne, il n'a pu défendre cette initiative lors du sommet. Cette situation alimente les soupçons concernant l'influence chinoise aux Îles Salomon. Si certaines absences peuvent s'expliquer par des raisons de santé ou par des difficultés politiques nationales, le remplacement du président des Kiribati par son ancien ambassadeur en Chine a renforcé les interrogations. L'épisode illustre ainsi la lutte d'influence croissante entre Pékin et Taïwan dans le Pacifique : tandis que la Chine cherche à marginaliser Taïwan et à accroître son poids régional, ce dernier tente de préserver ses quelques alliances diplomatiques. Le ministre taïwanais a dénoncé une attitude chinoise consistant, selon lui, à se comporter comme l'hôte d'une réunion à laquelle elle n'a pourtant pas été conviée.

Emprises maritimes et partenariats dans le Pacifique occidental



Domaines transversaux

La présence de réseaux criminels transnationaux impliquant des ressortissants chinois constitue une préoccupation croissante dans plusieurs États insulaires du Pacifique, notamment aux Fidji, au Vanuatu, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Samoa, aux Tonga, aux Îles Salomon et à Palau. Les activités signalées recouvrent principalement le blanchiment de capitaux, la fraude, les escroqueries en ligne, le trafic de stupéfiants et, dans certains cas, la traite des personnes. La multiplication des « scam centres », notamment dans le Pacifique et en Asie du Sud-Est, illustre l'internationalisation de ces réseaux, qui exploitent la faiblesse des dispositifs de contrôle aux frontières et les capacités limitées des autorités locales. Le développement des casinos, de l'immobilier et de certains secteurs commerciaux offre également des possibilités de blanchiment.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Face à ces menaces, les États insulaires renforcent leur coopération avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis en matière de renseignement financier, de cybersécurité et de lutte contre la criminalité transnationale. Il convient de distinguer ces réseaux criminels de la diaspora chinoise sur laquelle une pression est exercée, dont l'immense majorité n'est aucunement impliquée dans ces activités.

La pêche INN (illicite, non déclarée et non réglementée) chinoise demeure un enjeu majeur pour la région. Début août 2026, une opération de surveillance menée par 11 nations insulaires a permis de contrôler plus de 100 navires entre le 3 et le 14 août sur une zone océanique de 28 millions km². Quatre navires, incluant des embarcations chinoises et indonésiennes, ont été immobilisés ou conduits au port par Kiribati, les Palaos et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour pêche illégale ou infractions aux licences. Le mois précédent, Tuvalu avait déjà arraisonné un navire chinois pris en flagrant délit, transmettant une fausse position géographique. Fin août, les autorités de Kiribati ont saisi un navire chinois soupçonné de prélever des ailerons de requin — des analyses ADN menées sur des marchés de Hong Kong ont confirmé qu'une partie de ce commerce provenait bien du Pacifique. Depuis 2008, la Commission des pêches du Pacifique occidental et central a émis 278 avis de sanction contre des bateaux chinois, juste derrière ceux de Taïwan (319). Sur le fond, l'essentiel du thon capturé est réexporté vers les marchés asiatiques par des flottes hauturières opérant, souvent sous licence, dans les ZEE de petits États insulaires, alors que le changement climatique fragilise les stocks.

Déploiement infrastructurel chinois

Le *Pacific Aid Map 2026* de l'Institut Lowy [3] montre un basculement net. L'Australie a dépassé la Chine pour devenir la première source de prêts et d'investissements en infrastructures du Pacifique, avec 1,5 milliard USD décaissés en 2024, soit 37% du financement régional du développement, contre 6% pour la Chine. Les engagements chinois annuels sont tombés d'une moyenne de 360 millions USD dans les années 2010 à 90 millions en 2024. Pékin privilégie désormais des dons nombreux mais modestes plutôt que les grands prêts — à l'exception du projet routier de 135 millions USD à Vanua Levu (Fidji), signé en 2024, le plus important don chinois jamais accordé dans la région. Les entreprises publiques chinoises restent néanmoins impliquées dans plus de 5,1 milliards USD de projets d'infrastructure depuis 2008, soit environ 40% de la valeur totale des chantiers, y compris ceux financés par des bailleurs multilatéraux.

Concernant les ports [4], le cas le plus connu est le môle de Luganville au Vanuatu, financé par un prêt concessionnel chinois de 54 millions USD, mesure 360 mètres — de quoi accueillir des navires militaires, alimentant les analyses d'usage dual. Aux îles Salomon, China Civil Engineering Construction Corporation a remporté en 2023 un projet de 170 millions USD pour développer le port international de Honiara, dans un archipel où l'accord de sécurité sino-salomonais de 2022 a ravivé les craintes d'une base navale. Washington est désormais en discussions avancées pour financer un port concurrent à Bina Harbour.

Les infrastructures aéroportuaires sont également notables. La Chine a financé l'allongement de piste de l'aéroport de Vanuatu et, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la construction de l'aéroport de Tari par la CCECC. Le projet de modernisation de la piste de l'atoll de Kanton (Kiribati), héritée de la Seconde Guerre mondiale, retient l'attention de Washington en raison de sa position médiane entre Hawaï et l'Australie.

Enfin, les routes sont l'objet d'investissements chinois. La Papouasie-Nouvelle-Guinée concentre les plus gros engagements, avec un accord de 2018 d'environ 4 milliards USD avec China Railway Group portant sur 1 600 km de routes (Highlands Highway, Ramu, Sepik, Bougainville). Au Vanuatu, plusieurs prêts routiers ont porté la part chinoise de la dette extérieure à près de 50%, contre plus de 60% pour les Tonga.

[3] [2026 Pacific Aid Map: Australia expands Pacific aid lead as China shifts strategy](#) | Lowy Institute

[4] [Tracking China's Control of Overseas Ports](#) | Council on Foreign Relations

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

Projet / pays	Montant	Nature
Vanua Levu – Fidji	135 millions USD	Subvention / routes et ponts
Digital TV – PNG	75 millions USD	Prêt / infrastructures numériques
Huawei towers – Îles Salomon	66 millions USD	Financement d'infrastructures télécoms
West Ambae – Vanuatu	44 millions USD	Prêt / route
Malekula III – Vanuatu	120 millions USD	Engagement de financement
Solomon Islands – soutien budgétaire	20 millions USD	Soutien budgétaire
Projets Tonga / Salomon	dizaines de millions USD	Stades, complexes sportifs, bâtiments publics

Principaux financements chinois récents.

Non signataire des nouvelles routes de la soie, l'Australie est pourtant, selon le *Council on Foreign Relations*, le deuxième récipiendaire mondial d'investissements portuaires chinois avec 8,1 milliards USD, principalement via le bail de 99 ans sur le port de Darwin, acquis en 2015 par le groupe privé *Landbridge*. Cet héritage est vivement contesté. Canberra a promis en 2025 de reprendre le contrôle du port pour motifs de sécurité nationale, ce que *Landbridge* conteste depuis 2026 devant le tribunal d'arbitrage de la Banque mondiale (CIRDI). Canberra s'inquiète aussi du câble sous-marin de 5 547 km construit par Huawei en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et a répliqué par un prêt de 570 millions USD à Port Moresby assorti de conditions de filtrage des investissements étrangers [5].

La montée en puissance australienne dans le financement d'infrastructures « stratégiques », couplée à l'arrivée de nouveaux acteurs occidentaux (DFC américain, Partenaires pour un Pacifique bleu), redessine la carte de l'influence régionale. La Chine conserve un avantage comparatif grâce à ses entreprises de construction et continue d'exploiter le levier de la dette et des partenariats bilatéraux hors cadre multilatéral. Le risque d'infrastructures à double usage demeure la principale préoccupation stratégique de Canberra, Wellington et Washington.

[5] [Signal: Australia second-largest recipient of Chinese port investment – Ship Technology.](#)

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

La présence chinoise en Polynésie Française

Nous avons interrogé **Marc Collins Chen**, Polynésien d'origine chinoise, cofondateur et responsable de la levée de fonds de The Wayfinding Institute, ONG basée à Genève et à New York qui rassemble la diaspora polynésienne pour élargir et préserver les possibilités futures de la Polynésie française, cofondateur et directeur de la technologie des cités flottantes OCEANIX, partenariat avec l'ONU et la ville coréenne de Busan, ministre du Tourisme de la Polynésie française en 2007 et 2008.



© iStock

La Chine a-t-elle une stratégie globale dans le Pacifique, en quoi celle-ci diffère-t-elle de celle qu'elle développe dans d'autres continents ?

Marc Collins Chen : La stratégie globale de la Chine dans le Pacifique s'inscrit dans le prolongement de sa politique de nouvelle route de la soie dite "21st Century Maritime Silk Road", en parallèle à la "Digital Silk Road".

De plus, deux des quatorze priorités du 15ème Plan Quinquennal Chinois 2026-2030 pourraient concerner la Polynésie française :

- **Économie maritime** : ingénierie, prospection et équipements liés aux grands fonds, ressources énergétiques et biologiques, pêche hauturière, services de transport maritime, météorologie et services de navigation.
- **Énergie, minéraux critiques** : cellules solaires, stockage de l'énergie, batteries, hydrogène vert, fusion nucléaire, systèmes de chronométrage au sol de haute précision et accès aux ressources à l'étranger.

La Zone Economique Exclusive de la Polynésie française est cinq fois plus étendue que celle de la Chine. Elle détient une des plus grandes réserves mondiales de terres rares lourdes d'après les prélèvements du Professeur Kato en 2011 (1). Les prix des terres rares lourdes sont en moyenne 10 fois supérieurs à ceux des terres rares légères. La France soutient officiellement un moratoire international sur l'exploitation minière des grands fonds marins et interdit toute extraction de ce type dans ses eaux territoriales, depuis la COP27. Il est possible d'imaginer un "accord de non-extraction / conservation" entre le gouvernement de la Polynésie française et la Chine, avec l'aval de la France, qui peut avoir des retombées financières pour la Polynésie.

(1) https://www.researchgate.net/publication/253929395_Deep-sea_mud_in_the_Pacific_Ocean_as_a_potential_resource_for_rare-earth_elements

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

La présence chinoise en Polynésie Française (suite)

Quelles opérations récentes témoignent de la pénétration chinoise récente en Polynésie française ?

Depuis septembre 2007, un consulat de plein exercice est établi par la République populaire de Chine, le premier dans une collectivité ou un territoire français d'outre-mer.

La Polynésie française a obtenu en mars 2008 l'agrément de destination touristique agréée avec le soutien de l'association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (CPAFFC).

Un Institut Confucius a été installé en 2013 à l'Université de la Polynésie française. 300 élèves sont aujourd'hui inscrits, en partenariat avec l'Institut de la diplomatie en Chine.

Hainan Airlines (HNA) a racheté en 2016 le St. Regis à Bora Bora et le Hilton Moorea.

Depuis 2019, vingt bus électriques BYD ont été livrés par le constructeur chinois. En 2020, 130m³ de matériel de protection contre le COVID ont été offerts.

Soutenu depuis 2010 par tous les gouvernements de Polynésie française, le projet aquacole de Hao a été rejeté par la France en 2021 ; selon le président Macron : "on ne peut être Français le lundi et Chinois le mardi". 10 jeunes ingénieurs aquacoles ont été formés à Shanghai en 2016. Les bateaux scientifiques chinois Yuan Wang 5 et 6 (navires espions selon certains médias) ont effectué plusieurs visites et missions.

Proposé depuis 2012, le projet de câble sous-marin Chine - Polynésie - Chili est au point mort et Vodafone a dû retirer son cœur de réseau Huawei par décision de Paris.

Les villes de Papeete et Faa'a sont jumelées avec les villes chinoises de Changning et Jiangyin. La chaîne chinoise CGTN en langue anglaise est diffusée gratuitement sur la plupart des télévisions dans le Pacifique.

En projet, China Travel Service souhaite organiser à partir de son implantation en Nouvelle-Zélande des séjours de groupes sur les deux archipels. Une ligne aérienne directe Papeete - Shanghai est en discussion depuis 20 ans.

Quels sont les rapports du gouvernement et des acteurs économiques chinois avec la communauté d'origine chinoise sur place ?

La première implantation d'immigrants chinois date de 1865 avec l'arrivée de 342 ouvriers agricoles d'origine hakka. Ils ont évolué jusqu'à constituer une communauté de commerçants de classe moyenne-haute et ont obtenu la nationalité française en 1973. Les Polynésiens d'origine chinoise représentent à ce jour 10 à 12% de la population.

Selon des recherches récentes sur le génome, les Polynésiens installés depuis l'origine seraient d'ascendance austronésienne et leur origine serait à Taïwan.

Le consul de Chine est très bien implanté dans les familles chinoises locales. La délivrance de visas multi-entrées et multi-années est facile dans un esprit de grande ouverture pour les affaires. Depuis 2006, de nombreux accords ont été signés entre le gouvernement de la Polynésie française et l'Association du Peuple Chinois pour l'Amitié avec l'Etranger. L'ouverture d'une délégation de la Polynésie Française à Pékin est en projet depuis 2004, mais non concrétisée.

L'implantation économique et commerciale chinoise est-elle limitée à Pékin. Taïwan et Hong-Kong sont-ils présents de manière visible ?

La Polynésie française n'a pas fait l'objet de la politique du chéquier entre Taïwan et la Chine, comme ses voisins du Pacifique.

Les liens avec Hong Kong sont forts, car l'origine de la communauté polynésienne d'origine chinoise est souvent dans le Delta de la rivière des Perles. Beaucoup de perliculteurs et de bijoutiers participent aux salons de Hong Kong.

La présence chinoise en Polynésie Française (fin)

Quelle est la perception de la Chine par la population locale ?

Elle est positive dans la plupart des communautés. Comme en Afrique, de nombreux pays du Pacifique partagent avec la Chine une vision anticoloniale. Les Polynésiens d'origine chinoise sont conscients que la Chine veut éviter le piège de Thucydide.

Votre conclusion ?

La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie intéressent la Chine, comme tous les territoires du Pacifique, indépendants ou pas. Elle pense y trouver des partenariats technologiques gagnants – gagnants – gagnants autour des nouvelles priorités de son plan quinquennal. Des accords à trois, où la Chine apporte son capital et sa technologie, la France ses ingénieurs et la Polynésie son soutien, sont envisageables.

La jeune génération, beaucoup plus ouverte sur le monde, et la diaspora impliquée dans l'avenir du territoire pourraient être les moteurs de ce type de partenariats innovants entre la Chine, la France et la Polynésie.

En Nouvelle-Calédonie, l'influence chinoise passe par le nickel par René Rebatel, CCE Nouvelle-Calédonie



© iStock

Dans le Pacifique insulaire, la présence chinoise est souvent associée aux prêts, aux infrastructures et à la diplomatie de l'aide. En Nouvelle-Calédonie, elle prend une forme différente, moins visible mais stratégique : elle passe d'abord par le nickel.

La Chine constitue un débouché majeur pour l'économie calédonienne. Elle achète minerais et produits métallurgiques, tandis que ses entreprises occupent une place centrale dans la transformation mondiale du nickel et les chaînes de valeur liées aux batteries. Cette relation est d'autant plus importante que le nickel représente l'essentiel des exportations calédoniennes.

La question chinoise intervient surtout au moment où la filière traverse une crise profonde. Coûts de production et de l'énergie élevés, concurrence indonésienne et difficultés des usines métallurgiques placent la Nouvelle-Calédonie devant une équation délicate : préserver la maîtrise de sa ressource tout en trouvant les capitaux, les compétences et les débouchés nécessaires au maintien de son industrie.

Le cas de Koniambo Nickel SAS (KNS) est emblématique. L'usine du Nord est en sommeil depuis 2024, après le retrait de Glencore. La SMSP détient 51 % de KNS et la recherche d'un nouveau partenaire revêt une dimension économique mais aussi politique, l'usine constituant l'un des principaux instruments du rééquilibrage en faveur de la province Nord.

En 2026, plusieurs offres de reprise ont été présentées. Lygend Resources a notamment déposé une offre et, en septembre, la SMSP indiquait disposer de quatre offres engageantes, dont deux chinoises. Une éventuelle reprise par un groupe chinois pourrait apporter capitaux, savoir-faire industriel et débouchés, mais poserait simultanément la question du contrôle d'un actif stratégique.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue, début septembre, une position particulièrement ferme de l'État. À l'issue d'un entretien à l'Élysée avec la mission transpartisane calédonienne, le député Nicolas Metzdorf a rapporté une ligne très claire d'Emmanuel Macron : pas d'investisseurs chinois dans les usines calédoniennes. Des partenaires indiens ou émiratis apparaîtraient en revanche plus compatibles avec les intérêts stratégiques français dans l'Indo-Pacifique.

LA CHINE MET LE CAP À L'EST (ASYMÉTRIE ET RIVALITÉS SINO-AMÉRICAINES DANS LE PACIFIQUE)

En Nouvelle-Calédonie, l'influence chinoise passe par le nickel

Cette position pose une question de fond : peut-on écarter les capitaux chinois sans écarter les compétences industrielles chinoises ?

Le dossier Prony Resources en donne une illustration. Dans le projet porté par le consortium New Battery Metals (NBM), la présence chinoise ne relevait pas nécessairement d'une prise de contrôle de l'usine, mais notamment du recours à une expertise technique. Le projet prévoyait l'intervention d'environ 200 techniciens spécialisés d'ENFI. En septembre, NBM a indiqué ne pas déposer de nouvelle offre dans les conditions existantes, évoquant notamment les difficultés entourant son dispositif technique chinois, parallèlement à la forte hausse du coût du soufre.

La distinction est essentielle. Un actionnaire, un partenaire industriel, un fournisseur d'équipements ou une équipe de techniciens étrangers ne présentent pas les mêmes enjeux de souveraineté. Refuser une prise de contrôle capitalistique chinoise ne signifie donc pas nécessairement renoncer à toute coopération industrielle avec la Chine.

La question est rendue plus complexe encore par le statut institutionnel du territoire. La Nouvelle-Calédonie, collectivité française sui generis, dispose de compétences importantes en matière économique, minière et industrielle. Mais lorsque le contrôle d'actifs stratégiques implique des intérêts étrangers, l'État intervient au titre de la souveraineté et de la sécurité économique.



La nomination récente en Nouvelle-Calédonie d'un délégué à l'information stratégique et à la sécurité économiques (DISSE) prend dès lors un relief particulier. Sa mission participe notamment à la détection des menaces économiques étrangères et à la protection des actifs stratégiques. Le nickel calédonien se trouve désormais au croisement de logiques industrielles, institutionnelles et géopolitiques.

Mine de nickel à Nouméa © iStock

La particularité calédonienne apparaît alors clairement. Contrairement à plusieurs États insulaires du Pacifique, l'influence chinoise n'a pas besoin de se traduire par de grands programmes d'infrastructures ou une forte présence institutionnelle. Elle est avant tout économique et industrielle. La Chine achète du nickel et dispose d'entreprises capables d'investir, d'équiper ou d'apporter leur expertise aux usines calédoniennes.

L'enjeu n'est donc peut-être pas de raisonner en termes de présence ou d'absence de la Chine, mais de déterminer à quel niveau placer les limites : capital, gouvernance, technologies, assistance technique, données industrielles ou débouchés commerciaux.

Pour la Nouvelle-Calédonie, la question chinoise devient ainsi indissociable d'un paradoxe : comment réduire une dépendance stratégique à la Chine lorsque les capacités chinoises peuvent, dans le même temps, contribuer à la survie de son industrie ?

LA BEAUTÉ EN CHINE : UN CHANGEMENT DE PARADIGME

PAR MARIE-HÉLÈNE PRÉVOT ET DELPHINE CHICHEPORTICHE, CCE HONG-KONG



© iStock

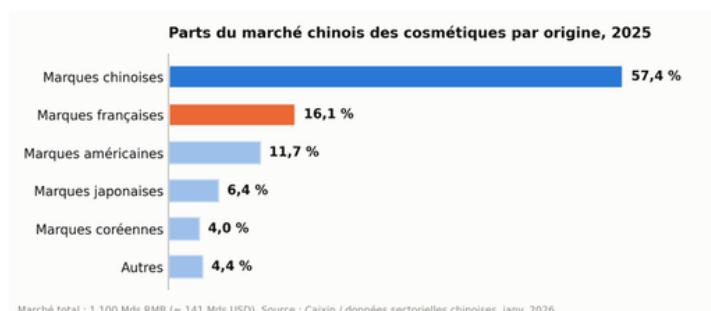
La croissance exceptionnelle des grandes maisons occidentales en Chine semble freinée par un climat macro-économique plus difficile, des clients de plus en plus rationnels et une large réorientation vers des marques locales. Ainsi, l'industrie du luxe international constate des signes de ralentissement de ses ventes en Chine, alors qu'elle représente plus de 20 % du marché mondial, même si quelques acteurs clés mettent en place des actions susceptibles de leur permettre de tirer leur épingle du jeu sur ce marché crucial.

Dans ce contexte, en 2025, pour la première fois, **les marques chinoises de cosmétiques, vendues en Chine, ont représenté plus de la moitié des ventes : 57,4 % d'un marché de 1 100 milliards de RMB**, soit environ 141 milliards de dollars (Source : CAFFCI), pour une cinquième année consécutive de progression. La même année, les exportations françaises de cosmétiques semblent en léger recul — de 0,1 % seulement, mais c'est la première baisse depuis vingt ans (hors Covid).

Le basculement : La Chine ne serait-elle plus un marché d'importation ?

Le marché de la beauté en Chine a crû de 2.8% en 2025. La progression des marques domestiques s'est donc principalement faite en prenant des points de parts de marché. Pour autant, les marques françaises conservent la première place étrangère avec 16,1 % — soit 75,5 milliards de RMB — devant les marques américaines (11,7 %), japonaises (6,4 %) et coréennes (4,0 %). Mais le rapport de force s'est inversé.

Le mouvement s'accompagne d'un darwinisme brutal, parfois sous-estimé : des milliers de marques locales sont créées chaque année en Chine (certains statistiques évoquent 25 000 en 2025), avec un « survival rate » estimé à 12% dans ce marché certes facile pour le développement mais ultra compétitif pour la commercialisation. La Chine n'est plus un marché où l'on s'installe : c'est un marché où l'on se requalifie en permanence.



1. Les nouvelles attentes du consommateur chinois

La vague « guochao » a cessé d'être un réflexe patriotique pour devenir une proposition esthétique autonome. Là où nos maisons vendent une désirabilité française — art de vivre, héritage, universalisme du luxe —, les marques chinoises revendiquent une expertise du visage et du geste asiatique. **Mao Geping** – leader local du maquillage premium – opère 405 comptoirs en propre, tenus par des maquilleurs formés, et exploite dix écoles de maquillage qui ont accueilli plus de 3 800 élèves au seul premier semestre 2025. Si la marque affiche une santé financière insolente en Asie — portée par son introduction réussie à la Bourse de Hong Kong fin 2024 et une croissance de son chiffre d'affaires de près de 30 % en 2025 (dépassant les 5 milliards de yuans) —, son empreinte en France reste pour l'instant limitée mais la marque utilise la France comme vitrine pour asseoir sa crédibilité. A titre d'illustration, lors des Jeux Olympiques, la marque s'est installée officiellement à la « China House » à Paris. Elle y a maquillé les athlètes de l'équipe nationale chinoise et a profité de l'événement pour présenter son concept d'esthétique de l'ombre et de la lumière.

Par ailleurs, la sophistication du consommateur chinois est réelle et dépasse aujourd'hui, sur plusieurs dimensions, celle des marchés occidentaux : il lit une liste INCI (nomenclature obligatoire pour les produits cosmétiques), discute concentration d'actifs, compare les études cliniques. Le discours d'image seul ne tient plus une conversation.

Le parfum illustre parfaitement cette montée en gamme : en pleine croissance depuis le Covid, le marché chinois a dépassé 2,9 milliards de dollars en 2025, avec une croissance annuelle moyenne de 13,4 % depuis 2023 — le segment le plus dynamique de la beauté — Le mouvement se fait par le haut, vers la niche : le consommateur cherche une signature olfactive, pas un marqueur social. Les maisons chinoises — **To Summer, Documents, Melt Season** — ont bâti en quelques années des univers enracinés dans une matière culturelle locale : encens, thé Long Jing, Osmanthus, bois de santal, mémoire des jardins du Sud. Se parfumer est également perçu comme un geste anti-stress que l'on peut rapprocher de la « coffee shop culture », ces milliers de lieux dans le monde urbain chinois où l'on « unwind » plutôt que de vraiment assouvir son amour pour le goût du café.

La personnalisation suit la même logique : diagnostic de peau, routines segmentées par saison, par ville, par niveau de pollution. Le « less is more » s'installe — moins d'étapes, moins d'ingrédients, plus de démonstrations — après une décennie de routines multi-étapes importées de Corée.

Le désir ludique du consommateur chinois, observé dans d'autres secteurs (électronique, F&B bubble teas...), se retrouve aussi dans l'univers de la beauté. La clientèle chinoise apprécie des packagings tactiles qui se collectionnent, des miniatures et petits formats qui s'accrochent au poignet ou sac...

Enfin, la durabilité, longtemps jugée « sujet occidental », devient un critère réel chez les moins de trente ans urbains, avec une exigence forte sur la traçabilité et le packaging, sans tolérance pour le discours non prouvé.

2. La science comme terrain de conquête

Les marques chinoises n'opposent plus au savoir-faire européen un argument de prix, mais un argument de preuve. La R&D des groupes cotés chinois atteint 3,2 % du chiffre d'affaires au premier semestre 2025, et se concentre sur des actifs dont la Chine détient l'antériorité : collagène, ectoïne, biotechnologies de fermentation.



Winona est la première marque chinoise de soins dermatologiques pour peaux sensibles, très liée aux richesses naturelles de la province du Yunnan

Winona fonde son succès sur le marché des soins avec des ingrédients cultivés en haute altitude dans le Yunnan. Très éduqué sur les ingrédients et leur bienfaits, le consommateur chinois y répond positivement. **Proya** a franchi les 10 milliards de RMB de chiffre d'affaires et domine le soin sur Tmall avec plus de 4 milliards de RMB en 2025 ; ses prix moyens sur la plateforme ont doublé depuis 2017 — la montée en gamme est réelle. **Mao Geping** est passé de 1,57 milliards de RMB en 2021 à 3,88 milliards en 2024. Son cushion se vend 50 à 60 dollars : il se positionne face aux marques occidentales, pas en dessous.

Avec à l'appui un fort avantage structurel : l'écosystème de sous-traitance du Guangdong permet un cycle « test & learn » de quelques mois là où un cycle international d'innovation en demande souvent dix-huit. Sur un marché où la tendance se déplace par trimestre, cet écart de vitesse est un atout indéniable. La Chine bénéficie aussi de « Manufacturing hubs » efficaces, comme Shanghai Oriental Beauty Valley et Guangzhou hub, où les marques peuvent puiser des formules actives et des packaging tactiles et innovants, en 2 à 3 mois.

3. Le retail fondé sur l'expérience et la culture locale

Le point de vente est un lieu d'expérience. Concept store, comptoirs-ateliers, espaces olfactifs, les consommateurs peuvent vivre la marque au travers d'une immersion totale et le « retailtainment » prend tout son sens. Le point de vente devient un élément essentiel pour engager un échange avec le consommateur et développer une connexion émotionnelle.

Une très bonne illustration est la marque **To Summer**. Fondée à Pékin en 2018, la maison a bâti une parfumerie de niche enracinée dans l'esthétique orientale, avec une dizaine de boutiques conçues comme des pavillons contemporains — pierre, bois, lumière tamisée — où l'on s'assoit avant d'acheter : le récit, la matière et le lieu forment un seul objet.

4. Communication : le digital et l'influence locale au cœur du dispositif

Dans un contexte d'expérience omnichannel poussée à l'extrême en Chine, le retail s'articule au travers d'un écosystème digital sans équivalent — Xiaohongshu (Little Red book) pour la découverte des marques et des produits à l'aide de contenus UGC ; le site Douyin pour du contenu live alliant divertissement, éducation et commerce, WeChat pour la relation client, la fidélité et le paiement. Nulle part ailleurs la boucle entre le désir, l'essai, l'achat et la recommandation n'est aussi courte et fluide.

La Chine est également unique en cela que le e-commerce représente, 65,4 % du marché chinois, plus de 720 milliards de RMB. **Les marques chinoises réalisent environ 70 % de leurs ventes sur Douyin, contre environ 40 % pour les marques internationales** (Source : Mc Kinsey & Company). Elles occupent la moitié du top 10 des ventes de la plateforme. Cela ne relève pas d'un simple choix média : sur Douyin, le contenu, la donnée d'audience et la transaction sont dans le même environnement, ce qui permet de piloter un lancement à la conversion et non à la notoriété.

Le corollaire est une industrialisation de contenus en local où il faut produire vite, beaucoup, avec des contenus KOL (« key opinion leaders ») offrant de forts taux de « reach » pour créer l'excitation et la visibilité et des contenus KOC (« key opinion consumers ») pour développer la crédibilité.



Sur Douyin, la catégorie beauté et soin représente 18 % du volume total des ventes en ligne de la plateforme, s'imposant comme un moteur incontournable du marché cosmétique en Chine. © iStock

Début 2023, la marque **KANS** (fondée par **ShanghaiChicmax**), alors en déclin, investit environ 50 millions de RMB dans cinq séries verticales de trois minutes diffusées sur Douyin — 80 épisodes, plus de 5 milliards de vues cumulées. Ses ventes mensuelles sur la plateforme passent de 10 millions à plus de 500 millions de RMB en moins d'un an ; le chiffre d'affaires de la marque bondit de 143,8 % et elle reste première marque de beauté sur Douyin quatorze mois consécutifs. Les taux de conversion observés atteignent 5 à 10 %, contre 1 à 3 % pour de la publicité classique. Cependant, la communication ne fait pas tout, les marques doivent continuer à prouver et à innover et à faire vire des expériences si elles ne veulent pas être sanctionnées à nouveau.

LA BEAUTÉ EN CHINE : UN CHANGEMENT DE PARADIGME

5. La réponse de nos marques françaises face à la C-Beauty

Les défis sont clairs : une connaissance parfaite du marché, des cycles de décision et d'innovation courts, des campagnes locales intégrant la culture locale, des partenariats à développer avec des KOL (Key Opinion Leaders) puissants, une maîtrise des plateformes digitales, un retail expérientiel poussé à l'extrême.

Mais les atouts des marques françaises restent considérables :

La R&D, preuve scientifique. C'est le socle : moyens de recherche, brevets, sécurité, capacité à documenter une performance dans la durée restent un différenciateur réel sur un marché qui exige des preuves, avec une recherche au plus près du consommateur asiatique. D'où le développement de centres de R&D en Chine et de partenariats technologiques (ex. L'Oréal avec Shinehigh) et/ou des participations dans des marques locales (Estée Lauder avec Codemint) ou avec des fonds (LVMH x L Catterton).

La communication « locale ». Créer des modèles combinant campagne institutionnelle mondiale, qui porte le patrimoine, l'image et la désirabilité, et des dispositifs entièrement conçus en Chine — KOL locaux, créations de contenus shootés en local, codes et calendriers locaux : nouvel an chinois, 520, 618, Double 11 ; respectivement le 20 mai, fête digitale de l'amour moderne ; deuxième plus grand festival de shopping en Chine ; grande journée de shopping le 11 novembre, équivalent du « black Friday ». Le contenu n'est pas traduit, il est écrit sur place, avec le soutien des équipes régionales et/ou locales.

L'expérience retail combinée au digital. Les marques françaises savent créer des expériences en point de vente alliant théâtralité, savoir-faire, storytelling, services et personnalisation. A cela s'ajoute une intégration de l'écosystème digital chinois pour créer des expériences omnicanales correspondant aux standards des consommateurs chinois.

Quelle place de la C Beauty dans le monde aujourd'hui et ses perspectives ?

De Mc Kinsey ou Euromonitor, plusieurs analyses du marché de la beauté en général suggèrent que le prochain grand concurrent des grands acteurs de cosmétiques dans le monde ne sera peut-être plus occidental, il sera chinois.



En 2025, pour la première fois, les marques chinoises ont représenté plus de la moitié des ventes sur leur marché domestique de la beauté. Désormais, elles dépassent les frontières et déploient des stratégies d'expansion structurées, de l'Asie du Sud-Est au Japon, en passant par l'Europe et les États-Unis.

L'expansion de la C-Beauty est en effet aujourd'hui une réalité, elles sont passées d'un focus purement national à une stratégie d'expansion structurée, avec diverses stratégies. Elle s'appuie sur la puissance des réseaux sociaux, des concept stores accueillant ces marques et des boutiques en propre. Un essor fulgurant est à noter en Asie du Sud-Est, grâce en particulier à la puissance des plateformes digitales et leur similitude d'esthétique culturelle, et l'expansion dans le reste du monde est plus progressive mais réelle.

Plusieurs exemples illustrent cela, en plus de Mao Geping cité plus haut : **Florasis** qui se concentre sur le Japon mais aussi sur les États-Unis et l'Europe, en jouant directement sur leur culture chinoise chic ; **Judydoll** qui se concentre sur l'Asie, plus particulièrement en Asie du Sud-Est et au Japon, avec un positionnement plus ludique et accessible à tous ; **Perfect Diary** qui se développe en Asie du Sud-Est mais aussi aux États-Unis et en Europe avec un portefeuille de maquillage allant du grand public au mass prestige ; **Proya** qui se déploie aux États-Unis et en Asie du Sud-Est, mettant en avant l'efficacité de leurs produits anti-âge ; **Skintific** qui se concentre sur l'Asie du Sud-Est, avec leur approche scientifique plutôt que sur leur origine ; et **Flower Knows** qui vise le Japon, Asie du Sud-Est et États-Unis, en soulignant leur storytelling visuel unique.

LA BEAUTÉ EN CHINE : UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Les marques de C-beauty testent ainsi différentes stratégies de distribution pour entrer sur les marchés étrangers : stratégie digitale via les plateformes comme Shopee et Tiktok shop pour l'Asie du Sud-Est ; Stratégie omnicanale et CVS pour le Japon et l'Asie du Sud-Est, via des magasins spécialisés en beauté (Loft, Plaza, Tokyu Hands, Family Mart...) ; Vente offline pour les États-Unis et l'Europe, comme **Proya** aux États-Unis via un partenariat stratégique majeur avec Ulta Beauty (le plus grand distributeur spécialisé de beauté aux États-Unis), pour être distribué dans des centaines de ses magasins physiques. A noter enfin que le groupe **Yatsen Holding** (détenant notamment Perfect Diary) a acquis des marques occidentales établies pour mieux comprendre le réseau commercial et opérationnel qui fonctionnent dans les pays occidentaux.

En profitant de leur adaptation aux peaux asiatiques mais aussi aux conditions climatiques spécifiques, les consommateurs de l'Asie du Sud-Est sont très ouverts aux marques de beauté chinoises. Par exemple : **Skintific** est devenue une des marques de soins de la peau les plus vendues sur Shopee Indonésie. Au Japon, la tendance Chiborg (Chinese + Cyborg) célèbre un look de maquillage plus « dramatique » (peau parfaite avec des sourcils sculptés et des lèvres rouges audacieuses) proposé par **Flower Knows** et **Florasis**, à l'opposé du look neutre japonais. Les consommateurs occidentaux, eux, s'y intéressent, grâce à l'engagement viral sur TikTok ou Instagram, mais se questionnent sur l'efficacité à long terme ou la fiabilité des certifications de ces marques chinoises, par exemple.

A ce stade, les marques chinoises sont encore loin derrière la notoriété, présence et ventes du succès international de la K Beauty. En comparaison, le succès des marques de K Beauty est fondamentalement lié au style de vie aspirational du pays et à ses dramas coréens, sa culture K-pop, combinés à une approche ancestrale de prévention des soins de la peau. Les marques de C Beauty sont-elles les prétendantes sur les marchés internationaux, et notamment en Asie du Sud-Est, de demain face au succès des marques de K Beauty ? Leur agilité, leur rapidité à développer des produits et leur force de frappe amènent à se poser la question.

Cependant, les tensions géopolitiques actuelles vont-elles créer des obstacles au développement des marques de C Beauty ? Il semble que **Florasis**, qui avait commencé son expansion aux États-Unis, se concentre désormais sur l'Asie du Sud-Est et le Japon. **Proya** cherche à apparaître non pas comme un exportateur de produits, mais comme un vrai conglomérat mondial de soins de la peau via son partenariat avec Ulta Beauty.

Quelle place pour les marques françaises de beauté en Chine et dans le monde, face à l'émergence des marques chinoises ?

Nos maisons gardent trois avantages difficiles à répliquer : la profondeur de marque, leur existence durable, et une empreinte mondiale que les marques chinoises n'ont pas encore. Pour autant, elles font face à un concurrent plus rapide, mieux intégré à ses canaux, et désormais légitime sur le terrain scientifique.

Les acteurs chinois ont su apporter une offre très différenciée des précédents leaders asiatiques japonais et coréens. La Chine est ainsi devenue un marché de référence, celui qui dicte les standards de vitesse, de personnalisation et d'intégration retail-digital que le reste du monde adoptera. Les marques chinoises ne gagnent pas par le prix, mais par la proximité, la cadence et une compréhension intime du visage, des rituels et des comportements de leurs clientes.

Pendant ce temps, les groupes occidentaux doivent composer avec des coûts d'acquisition plus élevés, un recrutement et une fidélité plus complexe, et une pression du prix croissante. L'enjeu n'est donc plus seulement comment réussir en Chine mais comment rester compétitif face à des marques chinoises qui innovent plus vite, comprennent mieux leurs consommateurs et redéfinissent les standards mondiaux.

Reste que construire une marque qui dure et qui voyage est précisément l'exercice dans lequel les maisons françaises excellent depuis fort longtemps. Leurs atouts demeurent puissants : une histoire incroyable qui traverse le temps, une recherche de premier plan, une culture de la formulation en toute sécurité, un patrimoine dermatologique, olfactif et esthétique inimitable, un savoir-faire d'exception, une connaissance fine du luxe et de l'excellence, une maîtrise du geste et du service, une intégration du développement durable Mais ils ne produiront leurs effets qu'à trois conditions : décider en Asie ce qui concerne l'Asie, investir dans la connaissance locale plutôt que dans l'adaptation, et accepter que la preuve prime désormais sur l'affirmation.

LA BEAUTÉ EN CHINE : UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Deux logiques de création de valeur

	Marques chinoises	Marques françaises
Cycle produit	Test-and-learn : lancement, mesure, itération en quelques mois, adossé à l'écosystème OEM du Guangdong.	Cycle long calé sur un calendrier d'innovation mondial.
Preuve	Ingrédient breveté localement (collagène recombinant, ectoïne) et vocabulaire scientifique assumé.	Héritage, expertise dermatologique, autorité de la marque et de la maison.
Territoire	Esthétique asiatique revendiquée : gestes, morphologies, références culturelles chinoises.	Désirabilité française, art de vivre, universalisme du luxe.
Communication	Contenu propriétaire (séries courtes, KOC, Xiaohongshu), production interne, mesure à la conversion.	Campagne d'image, égérie internationale, achat média et retail media.
Distribution	Douyin d'abord (≈ 70 % des ventes), puis retail physique en montée de gamme.	Sélectif et travel retail historiquement, ≈ 40 % des ventes sur Douyin.

KALEA
 COMMUNICATIONS

BEAUTY INSIGHTS

CHINE 2026

Le prochain grand concurrent de L'Oréal, Estée Lauder ou Shiseido ne sera peut-être plus occidental. Il sera chinois.

Selon McKinsey (The State of Beauty 2026), le marché mondial de la beauté devrait croître d'environ +5 % par an jusqu'en 2030 pour atteindre près de 780 Md\$. La Chine reste l'un des premiers marchés mondiaux avec ~71 Md\$ en 2025 mais sa croissance ralentit : +2,9 % au S1 2025 vs +5 % en 2024 (National Bureau of Statistics of China).

LES LEADERS OCCIDENTAUX

L'ORÉAL
 GROUPE

CA 2024
43,5 Md\$
 +5,1 %
 vs 2023

ESTÉE LAUDER
 COMPANIES

CA 2024
15,6 Md\$
 -9 %

SHISEIDO

CA 2024
7,1 Md\$
 -7 %

VS.

LES CHAMPIONS CHINOIS EN PLEINE ASCENSION

PROYA
 珀莱雅

CA 2024
10,1 Md\$
 Croissance 2024
+21 %
 Capitalisation
 boursière 10/2025
= 55 Md\$ HK

 **Florasis**
 花西子

Croissance 2024
= +80 %
 Maquillage premium
 inspiré de la culture
 chinoise

MAOGEPING
 毛戈平

CA 2024
3,0 Md\$
 Croissance 2024
+35 %
 Cotée à Hong Kong
 depuis dec. 2024

WINONA
 薇诺娜

CA 2024
2,8 Md\$
 Croissance 2024
+21 %
 Leader du dermo-cosmétique
 peaux sensibles

Marché chinois
 de la beauté

~ 71 Md\$
 en 2025

+2,9 % au S1 2025
vs +5 % en 2024

National Bureau
 of Statistics of China

Douyin Beauty
 GMV

~ 20 Md€
 en juillet 2025

+31,7 %
 sur un an

Douyin E-commerce
 Data 2025

Les marques
 chinoises gagnent
 du terrain

+6,2 pts
 de parts de marché
 en valeur entre 2019
 et 2024 (soins visage)

Kantar Worldpanel China 2024

Leur avantage clé :

- ✓ Innovation ultra-rapide (6 à 12 mois)
- ✓ Maîtrise du live shopping et des plateformes
- ✓ Exploitation de la data et de l'IA
- ✓ Compréhension intime de la Gen Z chinoise

La Chine n'est plus seulement le plus grand marché de la beauté. Elle devient l'un de ses principaux concurrents – et un laboratoire d'innovation mondial.

Sources : McKinsey – The State of Beauty 2026, Bain – China Luxury Market 2025, Kantar Worldpanel China 2024, National Bureau of Statistics of China, Euromonitor International, rapports internes des sociétés.

DERNIÈRES NOUVELLES

DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE CHINE



Brèves politico-économiques

Focus U.E / Chine

- Le directeur général adjoint de la DG Trade de la Commission Européenne, DENIS REDONNET, s'est entretenu à Pékin avec le vice-ministre du Commerce LING Ji, dans le cadre du mécanisme de consultation UE-Chine sur le commerce et l'investissement. Le MOFCOM qualifie ces échanges d'« approfondis, francs et constructifs », tout en prenant note de l'avertissement du commissaire européen Maroš SEFCOVIC, qui exige des « résultats concrets » sous peine de « mesures plus sévères ». Pékin estime que les négociations ne peuvent reposer sur des exigences unilatérales et doivent traiter les préoccupations des deux parties sur un pied d'égalité. (SER de Pékin et CHINADAILY le 2/09/2026)
- Alors que Bruxelles applique déjà depuis le 1^{er} juillet une taxe de 3 euros sur les petits colis importés dans l'UE, l'industrie textile européenne a réclamé en complément l'instauration des « frais de traitement » de 10 euros sur les petits colis importés, notamment via SHEIN, TEMU et ALIEXPRESS. Cette mesure avait été évoquée par Bruxelles plus tôt dans l'année, et pourrait entrer en vigueur en novembre, bien qu'aucun montant ne soit encore fixé. Serge PAPIN, ministre français des PME, du Commerce, de l'Artisanat, du Tourisme et du Pouvoir d'achat, s'est dit favorable à cette mesure. (LE FIGARO avec AFP le 01/09/2026)
- La Chine a inscrit 14 entités européennes sur sa liste de contrôle export de biens à double usage, au lendemain d'un paquet de sanctions européen ciblant des entreprises chinoises. Les entités visées, dont le conglomérat allemand RHEINMETALL, ne peuvent plus recevoir de biens à double usage d'origine chinoise, y compris via des fournisseurs de pays tiers. Jugée symbolique à ce stade, cette riposte inquiète Bruxelles par son effet potentiel sur les chaînes d'approvisionnement européennes. (POLITICO le 31/08/2026)
- La Chine accélère dans la robotique humanoïde, faisant émerger un risque de décrochage pour l'industrie européenne au moment du passage à la production de masse. Face à cette dynamique, l'Europe est appelée à accélérer ses investissements et son industrialisation afin de préserver sa souveraineté technologique et sa capacité à rivaliser avec les acteurs chinois du secteur. (L'USINE DIGITALE le 24/08/2026)
- La Chine chercherait à bloquer l'enquête européenne sur le financement de JD.COM, alors que l'entreprise chinoise développe ses activités de commerce électronique en Europe sous la marque JOYBUY. Cette confrontation illustre les tensions croissantes autour des conditions de concurrence et du financement des acteurs chinois souhaitant se développer sur le marché européen. (La Revue du Digital le 22/08/2026)
- Les Etats-Unis accusent l'UE de permettre à la Chine de contourner les lourds droits de douane américains grâce au transit de marchandises chinoises par des pays tiers. Le vieux continent figurerait parmi plusieurs partenaires commerciaux identifiés comme présentant un risque de « transbordement illégal ». Bruxelles partage l'objectif de lutter contre la fraude douanière, tout en soulignant que ces flux sont largement intégrés à des échanges commerciaux légitimes. (EURONEWS le 15/08/2026)
- Le MOFCOM a annoncé des mesures ciblant des entités américaines, les exportations de biens à double usage vers les Etats-Unis et certains produits importés, en riposte aux restrictions américaines sur les onduleurs et la robotique avancée ainsi qu'aux sanctions liées au Xinjiang. Sept entités américaines ont été placées sur une liste de contre-mesures interdisant toute transaction avec des acteurs établis en Chine. Pékin a par ailleurs ouvert une enquête sur les équipements d'impression importés, susceptible de viser HP et XEROX. (SER de Pékin le 5/08/2026)

DERNIÈRES NOUVELLES

DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE CHINE



- Emmanuel MACRON et Friedrich MERZ ont appelé à des « mesures d'urgence » pour protéger l'industrie européenne face à l'afflux d'importations chinoises, qualifiant le déficit commercial de l'UE avec la Chine, et un renminbi « profondément sous-évalué » de « menace existentielle ». Les ministres des Finances des deux pays doivent présenter en septembre des propositions de « mesures de sauvegarde » mobilisables rapidement par la Commission Européenne. Paris et Berlin assurent ne pas rechercher un découplage, mais un « dialogue franc et ouvert » avec Pékin. (FINANCIAL TIMES le 18/07/2026)

Focus France / Chine

- La Chine menace la France de prendre des « mesures » si Paris n'abroge pas le malus instauré par la loi anti-fast fashion, qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2026. Pékin considère cette taxation comme une mesure discriminatoire visant notamment les plateformes chinoises de mode en ligne. Cette réaction intervient alors que la France cherche à mieux encadrer les pratiques de l'ultra-fast fashion. (FASHION NETWORK le 3/09/2026)

Implantations et investissements croisés

- Le retrait des équipements HUAWEI et ZTE des réseaux télécoms européens pourrait coûter 30 à 40 milliards d'euros, selon un rapport de GSMA Intelligence commandé par sept opérateurs, soit près de trois fois l'estimation de la Commission Européenne. Le remplacement des infrastructures mobiles, de transport, fixes et fibre s'accompagnerait de 8,5 milliards d'euros de coûts supplémentaires, liés notamment à la baisse de la concurrence. (LES NUMERIQUES le 24/07/2026)

Autres initiatives de coopération

- Madame WANG Hong, mathématicienne chinoise de 35 ans, a reçu la médaille Fields 2026 pour ses travaux en analyse harmonique, notamment la résolution de la conjecture de Kakeya en dimension trois. Professeure permanente à l'Institut des Hautes Études Scientifiques (Université Paris-Saclay) depuis septembre 2025, elle a été formée en France à l'École Polytechnique et à Paris-Saclay. Son parcours illustre l'attractivité de la recherche mathématique française et le rayonnement international de l'IHES. (IHES le 23/07/2026)

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

SUIVIES PAR PAUL CLERC-RENAUD ET GAËLLE PICUT

Macro-économie / Conjoncture économique / Climat d'affaires

- **Le taux de chômage des jeunes en Chine s'élève à 17,9% en juillet 2026**, contre 14,9 % en juin, porté par un afflux record de diplômés, selon des données publiées par le Bureau national des statistiques. SCMP, 19/08/2026
- **Les ventes au détail en Chine ont légèrement augmenté en juillet, de 0,6% sur un an, se plaçant en dessous des prévisions.** La consommation intérieure reste atone. La production industrielle a de son côté augmenté de 4,5% sur un an. AFP, 17/08/2026

Mondialisation

- **La Chine multiplie les lois ciblant les activités des entreprises étrangères, dans le but de renforcer son influence** et de façonner un environnement international davantage conforme à ses intérêts. Une riposte aux sanctions et aux contrôles à l'exportation américains, qui place les sociétés concernées dans une position délicate. The Economist, 28/08/2026

Relations internationales Chine / Etats-Unis / Canada

- **L'administration Trump a publié un rapport accusant les exportateurs chinois d'orchestrer un système de « transbordement illégal »** via plus de 40 pays tiers (notamment le Mexique, le Vietnam et la Thaïlande) pour contourner les tarifs américains. Le document décrit des pratiques de reconditionnement et fausses déclarations d'origine, en place depuis le début de la guerre commerciale en 2018. SCMP, 13/08/2026
- **L'administration Trump a annoncé de nouveaux droits de douane sur les drones et composants liés importés aux Etats-Unis**, en invoquant la sécurité nationale, à partir du 3 septembre 2026. Pour rappel, la société chinoise DJI contrôle plus des deux tiers du marché mondial des drones, selon plusieurs études. Le Figaro avec AFP, 20/08/2026
- **Les bons du Trésor américain ne séduisent plus la Chine.** Après avoir cherché pendant des années à détenir des avoirs américains, la Chine mène depuis plusieurs mois une politique de diversification réfléchie. En juin, les avoirs chinois en bons du Trésor américain ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2008. Selon les données publiées le 17 août par Washington, ils sont passés de 659,3 milliards de dollars en mai à 633,4 milliards de dollars en juin. Cette baisse reflète les inquiétudes de Pékin par rapport à la situation internationale. L'Opinion, 18/08/2026
- **Deux hauts responsables de la Maison Blanche ont déclaré que le géant chinois du transport maritime public COSCO utilise des équipements dissimulés à bord de ses navires pour espionner** les communications militaires près des côtes de pays cibles, dont les États-Unis, rapporte Reuters. 01/09/2026

Relations Chine/UE

- **La Chine représente à elle seule plus de 80% du déficit commercial de la France**, avec 50,3 milliards d'euros de déficit pour la France, sur un total de 59,8 milliards d'euros de déficit commercial extérieur sur un an. L'Opinion, 07/08/2026
- **La Chine et la Suisse ont conclu la mise à niveau de leur accord de libre-échange**, éliminant les tarifs douaniers chinois sur 99,8% des exportations suisses. Ce rapprochement vise à renforcer l'ancrage économique de Pékin en Europe, dans un contexte de tensions commerciales croissantes avec l'UE. Caixin, 25/08/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

BRI / BRICS / Indopacifique / Reste du monde

- **Selon un rapport publié par l'institut Kiel, la Russie est de plus en plus dépendante économiquement de la Chine**, qui représente désormais environ 35 % du commerce extérieur total de la Russie et fournit la grande majorité des biens critiques à double usage et des composants militaires entrant dans le pays. La relation devient de plus en plus asymétrique, la Chine gagnant progressivement de l'influence sur le commerce, la finance et les chaînes d'approvisionnement industrielles russes. Le rapport soutient que le pivot de la Russie vers la Chine est devenu une nécessité plutôt qu'un choix. Kiel Institut, 06/2026
- **Pékin est en train de construire sa plus grande île artificielle de la mer de Chine du Sud**. Des images satellites montrent que les travaux en cours sur le récif d'Antelope pourraient considérablement renforcer la présence militaire chinoise dans la région. Le Grand Continent, 21/08/2026
- **Xi Jinping a reçu le président équatorien Noboa à Pékin pour une visite d'État marquant les 10 ans du partenariat stratégique global** Chine-Équateur, avec signature d'accords sur l'industrie verte, le numérique et l'économie. Pékin met en avant l'accord de libre-échange bilatéral et propose d'élargir la coopération aux nouvelles énergies et à l'IA, dans le cadre des « Nouvelles Routes de la Soie ». Xinhua, 18/08/2026
- **Le Bangladesh a confirmé son projet d'achat d'avions de chasse chinois J-10CE** (environ 20 appareils pour 2,3 milliards de dollars), invoquant leurs performances face aux Rafale indiens lors du conflit Inde-Pakistan de mai 2025. Cet accord, qui inclut aussi hélicoptères et drones, confirme le Bangladesh comme deuxième client d'armement chinois après le Pakistan. SCMP, 28/08/2026
- **Lors du sommet de l'OCS à Bichkek, Xi Jinping a appelé le bloc à jouer un rôle mondial accru en matière de technologie et de sécurité**, tout en annonçant de nouveaux projets de coopération économique et scientifique avec ses membres. Le sommet a réuni Poutine, Modi et le président iranien Pezeshkian, une première apparition commune Chine-Russie-Iran depuis les frappes américano-israéliennes sur Téhéran, dans un contexte de reprise des attaques américaines contre l'Iran. Pékin y a réaffirmé sa volonté de peser face à Washington et de promouvoir un monde multipolaire. SCMP, 01/09/2026
- **Le Venezuela cède aux États-Unis le contrôle d'un cinquième de son pétrole dans un accord historique**. La prise de contrôle par une entreprise soutenue par les États-Unis de gisements pétroliers vénézuéliens, dont certains étaient auparavant gérés par des firmes chinoises, porte un coup aux prêts adossés au pétrole de Pékin et à ses réseaux commerciaux en yuan. Diverses sources (SCMP, Public Sénat, Les Echos etc.)
- **La Chine ouvre une nouvelle porte maritime vers l'Asie du Sud-Est**. Le canal de Pinglu, inauguré le 17 septembre dans le sud du pays, relie désormais Nanning au golfe du Tonkin. Long de 134 kilomètres, c'est le premier grand canal entre un fleuve et la mer construit en Chine depuis 1949. Un chantier à près de dix milliards d'euros, destiné à désenclaver l'ouest du pays et à accélérer les échanges avec l'Asie du Sud-Est. Rfi, 18/09/2026

Relations Chine / Afrique / Moyen-Orient

- **La Chine accélère son implantation industrielle en Afrique** : plusieurs pays africains, dont le Zimbabwe, la Guinée, le Mozambique et la Namibie, imposent désormais la transformation locale de leurs minerais. Les entreprises chinoises investissent ainsi dans des raffineries et des usines de traitement, faisant progressivement de l'Afrique une base industrielle et un marché stratégique, au-delà de son rôle traditionnel de fournisseur de matières premières. Cette implantation permet aussi à la Chine de contourner certaines barrières commerciales occidentales et de se positionner sur la croissance future de la demande africaine. SCMP, 12/08/2026
- **Le groupe chinois Huatong vient de signer un accord de 900 millions de dollars pour développer le nouveau port de Barra do Dande, au nord de Luanda**, renforçant l'emprise de Pékin sur les infrastructures maritimes angolaises. Ce projet s'ajoute à d'autres investissements chinois dans les ports de Lobito et Cabinda, alors que Washington, via son Lobito Atlantic Railway (553 millions de dollars investis), tente de sécuriser un accès concurrent aux minéraux critiques de la région. SCMP, 04/08/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

- **Comme plusieurs autres pays africains, la Zambie cherche à se défaire de sa dépendance au dollar américain.** Cela profite au yuan chinois ainsi qu'aux monnaies locales qui, peu à peu, s'imposent dans les échanges monétaires. Challenges, 08/08/2026
- **Xi Jinping a effectué sa première visite en Égypte en dix ans,** actant une nouvelle phase d'investissements chinois dans la zone industrielle du canal de Suez (environ 4 Mds\$, dont des usines de pneus) alors que la guerre Etats Unis-Iran fragilise déjà ce corridor maritime. Le Caire, très dépendant de Pékin commercialement et militairement, cherche à afficher son "autonomie stratégique" entre Washington et la Chine. France 24 avec AFP, 02/09/2026

Energie

- **Au niveau mondial, on assiste à une accélération de la transition énergétique, et du rôle de la Chine dans les flux mondiaux d'énergie.** Le choc pétrolier a dopé la demande de renouvelables : Pékin a exporté pour l'équivalent de 92 milliards d'euros de batteries, voitures électriques, équipements réseau et capacités de production d'électricité propre au cours des quatre premiers mois de l'année, contre 47 milliards en 2022. Cinquante pays ont battu leur record d'achat de panneaux chinois en mars, la demande africaine progressant de 176% en un seul mois. En juin, la Chine a exporté pour la première fois, plus d'un million de véhicules électriques. Le Grand Continent, 11/06/2026
- **La Chine vise au moins 50 % d'électricité produite à partir de sources non fossiles d'ici 2030,** en accélérant notamment le développement des renouvelables et du nucléaire. Au-delà de l'enjeu climatique, cette stratégie répond surtout à un impératif de sécurité énergétique : réduire la dépendance chinoise aux chaînes d'approvisionnement mondiales en pétrole et en gaz, particulièrement vulnérables aux tensions géopolitiques. Caixin, 04/08/2026
- **Les trois plans quinquennaux publiés en août sur l'évolution de son système énergétique confirment que la Chine ne programme pas de sortie complète des énergies fossiles,** mais leur recomposition vers de nouveaux usages (chimie du charbon) et de nouvelles énergies de transition (gaz). En 2030, le système énergétique devra intégrer davantage d'énergies non-fossiles, mais la décarbonation restera subordonnée à l'impératif de sécurité énergétique. SER de Pékin, semaine du 24 août 2026

Automobile

- **Le spécialiste chinois de la conduite autonome Pony.ai a annoncé son intention de déployer plus de 2 000 robotaxis en Europe** dans le cadre d'un partenariat élargi avec Uber. Cette collaboration, qui remonte à mai 2025, doit s'étendre du service commercial de robotaxis actuellement opérationnel à Zagreb, la capitale croate, à quatre autres villes européennes, dont les noms n'ont pas été précisés, selon un communiqué de l'entreprise. Reuters, 14/08/2026
- **Trois constructeurs automobiles chinois : BYD, Geely et Chery entrent dans le top 10 mondial selon les ventes du premier semestre 2026,** une première pour l'industrie automobile chinoise. Ensemble, ils ont représenté 13,5 % des ventes mondiales de véhicules sur la période. Toyota reste le plus grand constructeur automobile mondial avec une part de marché de 11 %. Volkswagen (8,1 %), Hyundai Motor Group (7,6 %), Stellantis (6,0 %) et Renault-Nissan Alliance (5,4 %) complètent le top cinq. Technode, 06/08/2026
- **Pékin publie ses premières directives interministérielles imposant aux constructeurs et équipementiers chinois de renoncer aux fortes remises à l'étranger,** pour préserver la réputation et la compétitivité durable du secteur automobile national. Mais, sans sanction prévue, rien ne garantit que ses champions résistent au discount une fois chez nous. Nikkei, 01/09/2026
- **La Chine a expédié environ 7,2 millions de véhicules à l'étranger au cours des huit premiers mois de 2026,** dépassant ainsi son total d'exportations automobiles pour l'ensemble de 2025. Caixin, 11/09/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

Spatial

- **La Chine parvient à récupérer le premier étage d'une de ses fusées sur terre.** C'est la première fois qu'une entreprise en dehors des Etats-Unis parvient à faire revenir et atterrir « sur ses pieds » un lanceur de classe orbitale. La manœuvre de Zhuque-3 se rapproche du principe employé par Space X. Ces progrès confirment les ambitions spatiales de la Chine, qui a pour objectif d'envoyer des humains sur la Lune d'ici 2030. AFP, 19/08/2026

Maritime

- **La compagnie chinoise Sea Legend a inauguré la première ligne régulière de fret maritime reliant les ports chinois et européens par la route arctique,** le mercredi 12 août. Ce nouveau passage polaire promet un gain de temps considérable (une vingtaine de jours de traversée, contre 40 par le canal de Suez et 50 en contournant l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance) et donc des économies substantielles pour les transporteurs. Si les volumes transportés resteront marginaux comparés au trafic du canal de Suez, l'enjeu est avant tout symbolique et géopolitique, illustrant le rapprochement maritime entre la Chine et la Russie. Sur le plan environnemental, l'intensification du trafic maritime fait craindre des perturbations majeures pour les écosystèmes et les populations du cercle polaire. Rfi, 12/08/2026 + Le Figaro, 10/08/2026

Défense / Renseignement militaire

- **Après le Pakistan, l'Ouzbékistan se dote d'avions de combat chinois.** L'achat par Tachkent d'appareils chinois J-10CE témoigne de l'érosion de l'influence russe en Asie centrale au profit de la Chine. Le Grand Continent, 02/09/2026
- **Depuis 2024, l'Armée chinoise multiplie les réflexions et initiatives pour mettre au point les premiers robots humanoïdes à usage militaire.** Cependant « la robotisation de l'armée, si elle fait d'ores et déjà l'objet d'une réflexion théorique, est loin d'être une réalité : aucune preuve n'indique que la Chine a déployé un humanoïde au sein d'une unité opérationnelle de l'APL ». Le Grand Continent, 09/09/2026

Métaux / Matériaux critiques / Gaz

- **Afin de contrer la domination chinoise dans les terres rares, les pays occidentaux multiplient les projets,** par exemple le soutien des Etats-Unis, sous forme d'un prêt, à la mine de scandium australien ou les accords de l'Union européenne avec la Malaisie, le Canada, le Brésil ou l'Afrique du Sud, sans oublier les usines de raffinage de terres rares lourdes à la Rochelle et à Lacq, avec la start-up Carester. Avec un premier résultat : la part de la Chine dans le raffinage des terres rares a baissé, passant de 90% à 85% en deux ans. Le Figaro, 19/08/2026
- **À six mille mètres de fond, sous le Pacifique, Washington et Tokyo misent sur un gisement abyssal de terres rares pour desserrer l'étau chinois.** Les boues océaniques de Minamitorishima pourraient contenir plus de 16 millions de tonnes d'éléments stratégiques, mais transformer cette découverte en véritable puissance industrielle exige de franchir un gouffre technologique, économique et environnemental que Pékin tentera de rendre infranchissable. Veille Mag, 14/08/2026
- **Les investissements miniers tirent les investissements chinois à l'étranger.** Au deuxième trimestre 2026, les entreprises chinoises ont annoncé 25,5 milliards de dollars d'IDE à l'étranger, avec une forte concentration dans les matières premières, métaux et minerais (10,9 Md\$). L'Asie reste la première destination, tandis que l'Amérique latine progresse fortement, portée par plusieurs projets miniers majeurs. Pékin poursuit activement la sécurisation de ses approvisionnements en ressources stratégiques, notamment en cuivre, or, charbon et lithium, même si plusieurs projets chinois à l'étranger rencontrent parallèlement des obstacles réglementaires ou géopolitiques. Rhodium Group, 12/08/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

- **La Chine est devenue un acteur majeur de la filière cuivre.** La Chine est devenue le premier importateur mondial de cuivre, sa part passant de 13% à 41% des importations mondiales. Cette demande est de plus en plus tournée vers le minerai brut ou concentré plutôt que vers le cuivre transformé. Le Chili et le Pérou ont assuré 57% de l'approvisionnement de la Chine en cuivre en 2024. 31% des importations chinoises de cuivre transformé ou semi-transformé proviennent d'Afrique (RDC et Zambie, essentiellement). Document de T. Pairault, EHESS, 07/09/2026 *Le cuivre africain et la Chine / African Copper and China* Version française <https://pairault.fr/sinaf/index.php/publications/2846>
- **Les États-Unis et les Îles Cook font des minerais des grands fonds marins un enjeu bilatéral,** contournant de fait les négociations internationales encore inachevées sur leur exploitation. Washington cherche ainsi à sécuriser l'accès à des minéraux critiques comme le cobalt, le nickel et le manganèse, tandis que la Chine développe elle aussi ses liens avec Rarotonga. Ce précédent pourrait encourager d'autres petits États du Pacifique à négocier directement avec les grandes puissances, au risque d'affaiblir la gouvernance multilatérale des fonds marins. Geopolitical Monitor, 10/09/2026

Numérique – Nouvelles technologies – Normes – Semi-conducteurs

- **Le fabricant chinois de puces YMTC entre pour la première fois dans le top 3 mondial de la mémoire NAND,** en atteignant 14 % des livraisons mondiales en volume au deuxième trimestre 2026, dépassant Kioxia et se rapprochant de Samsung Electronics (25 % de parts de marché), et de SK Hynix, (22 %). Mais YMTC reste seulement cinquième en chiffre d'affaires, en raison de sa forte exposition aux produits grand public à faibles marges et de sa présence encore limitée sur les SSD pour entreprises. SCMP, 13/08/2026
- **Unitree, le champion chinois de la robotique, voit son action bondir de plus de 500% après son introduction en Bourse.** Le gouvernement chinois a fait de la robotique un secteur stratégique et les sociétés du secteur investissent massivement dans le développement de l'IA physique. Les États-Unis ont interdit en juillet les importations de robots humanoïdes fabriqués à l'étranger. Le Figaro avec AFP, 19/08/2026
- **Chine-Taiwan, la guerre des puces : comment Pékin tente de piller les secrets du géant TSMC.** Les sociétés chinoises essayent de débaucher les meilleurs spécialistes taïwanais des puces les plus sophistiquées, au cœur de la bataille de l'IA, en contournant les réglementations. L'Express, 24/08/2026
- **La Chine pilotera la création d'une «zone d'intelligence artificielle à code source ouvert» (open source) pour les onze pays membres des Brics,** a annoncé ce dimanche le président chinois Xi Jinping lors d'un sommet du bloc à New Delhi. Le dirigeant chinois a également appelé à la mise en place d'un «large cadre de gouvernance mondiale de l'IA fondé sur le consensus». Le Figaro avec AFP, 13/09/2026

Soft power / Culture / Médias / Education / Sport

- **Le nombre d'étudiants chinois partant étudier à l'étranger recule nettement** (570 000 en 2025 contre un pic de 700 000 en 2019), freiné par la hausse des coûts, les restrictions de visas américaines et la montée en puissance des universités chinoises, désormais mieux classées au niveau mondial. 94% des étudiants partis reviennent aujourd'hui en Chine (contre un statut autrefois prestigieux), mais leurs diplômes étrangers n'offrent plus vraiment d'avantage salarial ni professionnel face aux diplômés locaux. Une tendance qui fragilise certaines universités occidentales devenues dépendantes de ces étudiants, tout en privant potentiellement la Chine de compétences internationales qui avaient contribué à sa modernisation. The Economist, 06/08/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

- **Micro-dramas : après avoir conquis la Chine, le phénomène des séries ultra-courtes déferle sur la France.** Cet été, les applications de micro-dramas se sont installées en tête des téléchargements en France. Ces séries verticales d'une à deux minutes, nées en Chine, comptent des audiences mensuelles qui dépassent le million d'utilisateurs. Les Echos, 21/08/2026
- **La révolution chinoise de la culture scientifique.** Centres de médiation scientifique géants, laboratoires ouverts, millions d'actions de vulgarisation... Pékin l'a bien compris : à l'âge de l'IA, du quantique et de la guerre informationnelle, diffuser l'esprit scientifique devient un enjeu de souveraineté. La Chine construit une véritable puissance scientifique populaire. L'Europe doit réagir. Les Echos, 21/08/2026
- **En 2025, les universités chinoises ont formé 1,5 million d'ingénieurs.** Chiffre extrait d'un dossier du Point consacré à la Chine, 20/08/2026
- **La Chine durcit fortement les conditions de sortie du territoire, y compris pour ses propres citoyens,** avec des critères volontairement flous permettant aux autorités de restreindre les départs. La mesure vise notamment à retenir des profils jugés stratégiques et à renforcer le contrôle des déplacements à l'étranger, au nom de la sécurité et des intérêts nationaux. Radio France, 14/09/2026

Divers

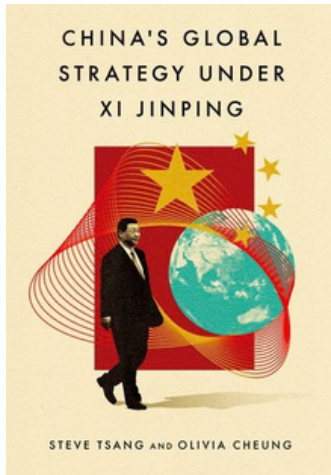
- **La Chine prépare une loi étendant son arsenal anticorruption aux activités transfrontalières, tout en renforçant sa capacité à bloquer les enquêtes étrangères et à protéger ses intérêts.** Cette législation pourrait accroître les risques juridiques pour les entreprises étrangères opérant en Chine, notamment en matière de conformité, de partage de données et de coopération avec les autorités. SCMP, 13/09/2026
- **Atlas Sinocities** : en croisant des données publiques sur les infrastructures, l'économie, la production scientifique, les données d'entreprises et d'autres indicateurs, le China Innovation Atlas dresse le tableau le plus précis de l'innovation, des politiques publiques et des capacités technologiques en Chine aujourd'hui. [China Innovation Atlas by Sinocities.](#)

Rapports/Etudes

- **Livre blanc « La lutte entre les États-Unis et la Chine pour l'infrastructure d'IA de l'Asie du Sud-Est », Hinrich Foundation, 18/08/2026.** L'Asie du Sud-Est est devenue l'un des principaux théâtres de la compétition entre les États-Unis et la Chine pour le leadership dans l'infrastructure IA et l'économie numérique. Les États membres de la région se disputent un afflux d'IDE technologiques américains et chinois, mais ils partagent un objectif commun : attirer les investissements en IA et la construction de centres de données sans sacrifier l'autonomie stratégique. Pax Silica et WAICO illustrent des architectures institutionnelles rivales plutôt que des alignements exclusifs, mais une concurrence technologique accrue pourrait restreindre la capacité de l'Asie du Sud-Est à rester active dans les deux cadres.
- **From mine to magnet : “Are we nearly there yet?”, Hinrich Foundation, septembre 2026.** Les investissements occidentaux pour réduire la dépendance à la Chine dans les terres rares progressent, mais restent insuffisants, notamment dans le raffinage des terres rares lourdes et la fabrication d'aimants. Si les États-Unis pourraient atteindre une autonomie suffisante pour leurs besoins militaires d'ici 2028, la sortie de la dépendance globale à la Chine prendrait bien plus longtemps, possiblement jusqu'en 2035-2040, notamment à cause du goulot d'étranglement sur les terres rares lourdes (dysprosium, terbium), soulignant la persistance de son poids stratégique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

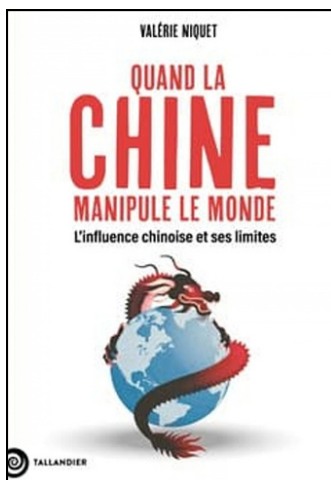
Livres



La stratégie mondiale de la Chine sous Xi Jinping, Steve Tsang et Olivia Cheung, septembre 2026, Oxford University Press

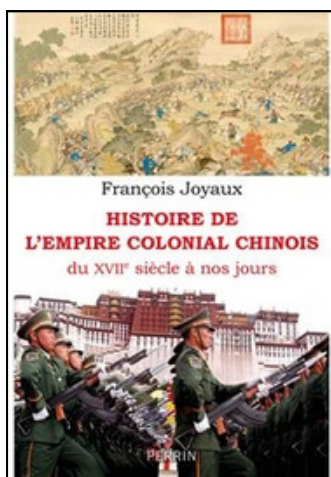
Dans *China's Global Strategy under Xi Jinping*, Steve Tsang et Olivia Cheung offrent une analyse claire de la manière dont la Chine cherche à remodeler l'ordre international selon ses propres termes. S'appuyant sur des décennies d'évolution politique, ils proposent un nouveau cadre conceptuel – le « réalisme sino-centrique du parti-État » – pour expliquer la logique idéologique, politique et stratégique qui sous-tend la politique étrangère chinoise sous Xi Jinping.

Les auteurs appliquent ce cadre à trois domaines clés : la diplomatie mondiale, la technologie et l'économie, ainsi que la géopolitique. Au cœur de la vision de Xi se trouve la renaissance de l'ancien modèle « tianxia » de leadership mondial, dans lequel la Chine devient la puissance prééminente du monde – non pas en remplaçant les États-Unis en tant qu'hégémon mondial, mais en étant largement reconnue comme une force au service du bien. Ce modèle suggère une forme de leadership relativement passive, mais qui vise néanmoins à remodeler fondamentalement les normes et les institutions mondiales.



Quand la Chine manipule le monde. L'influence chinoise et ses limites, de Valérie Niquet, à paraître chez Tallandier le 1^{er} octobre.

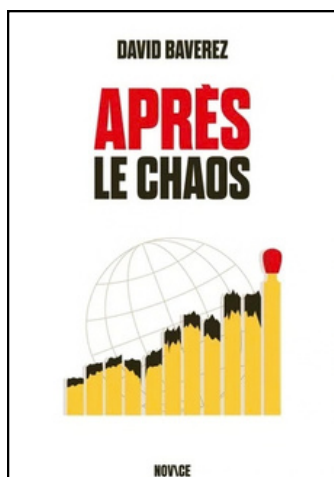
La Chine tente de s'imposer partout et par tous les moyens : interdépendances commerciales, innovations technologiques, aides aux infrastructures, soft power, leadership sur le Sud global... Dans cet essai, Valérie Niquet explore la réalité de l'influence chinoise.



Histoire de l'empire colonial chinois - Du XVII^e siècle à nos jours, François Joyaux, février 2026

À rebours des récits officiels et d'une historiographie largement alignée sur la position de Pékin, ce livre propose une thèse radicalement nouvelle : considérer le Tibet, le Turkestan oriental (Xinjiang) et la Mongolie intérieure non comme de simples régions de minorités ethniques au sein d'un État pluriethnique, mais comme les territoires d'un véritable empire colonial chinois – conquis, soumis, intégrés, puis administrés selon des logiques de domination culturelle, politique et militaire.

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...



Après le chaos, de David Baverez, à paraître chez Novice, le 1^{er} octobre.

L'année 2025 marque un tournant historique sous-estimé en Europe. Le 2 avril, les Etats-Unis présentaient lors du "Jour de la Libération" une nouvelle doctrine commerciale qui a débouché sur une guerre moins tarifaire que monétaire. Le 3 septembre, la Chine assumait de manière hautement symbolique sa stratégie de découplage avec l'Occident en invitant le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un à Tiananmen.

Ainsi s'achèvent deux décennies de "mondialisation heureuse". Longtemps structuré en blocs, le monde est devenu apolaire. Le choix de Washington de miser sur la bulle financière de l'IA, comme celui de Pékin de s'enfermer dans une économie de guerre, réduit le pouvoir d'attraction des deux puissances sur le reste du globe. C'est un monde fragmenté qui émerge sous nos yeux. Ses fractures radicales ouvrent un nouveau cycle et imposent à l'Europe, et notamment à la France, des transformations structurelles majeures.

L'équipe de la Chine Hors les Murs :

Paul Clerc-Renaud, CCE Nice Côte d'Azur

Olivier Le Baube, CCE Paris

Christophe Granier, CCE Occitanie

Emmanuel Véron, CCE Paris

Gaëlle Picut, rédactrice et mise en page

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres. Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.